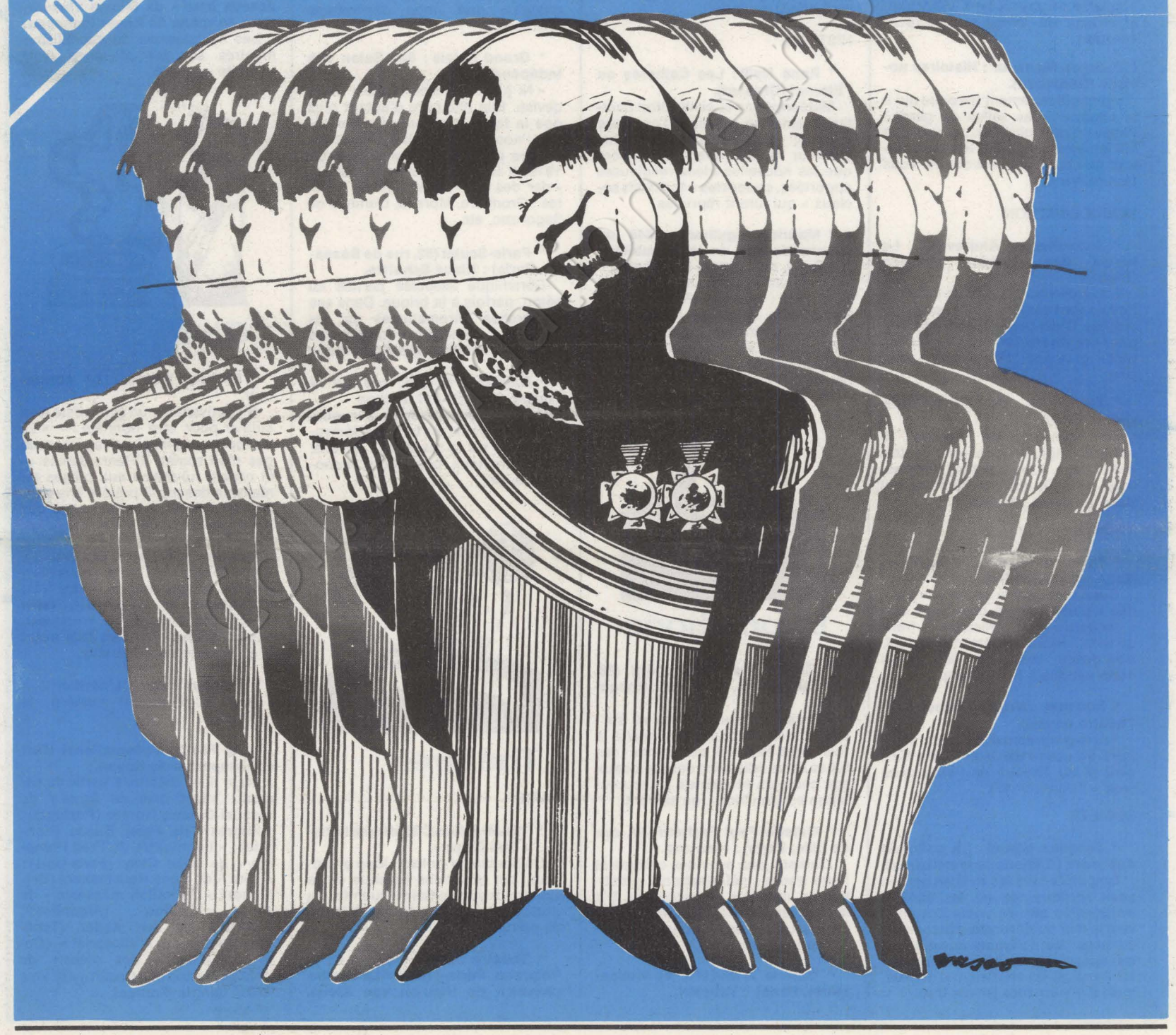
l'unité

N° 60 – 2 F 50 | Hebdomadaire socialiste | 13-19 avril 1973

12 mois pour quoi faire ?

LE GOUVERNEMENT POMPIDOU



Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Vassilis Vassilikos : Le fusil-harpon (Gallimard).**

L'auteur de « Z » et de « L'exil ». Des nouvelles « politiques », la vie des travailleurs émigrés, l'atomisation de la Résistance, l'essoufflement. Mais aussi l'espoir, toujours présent.

*** Vladimir Maximov : Les sept jours (Grasset).**

Des années 20 aux hôpitaux psychiatriques. Une fresque amère de l'U.r.s.s., la tentation toujours renouvelée du mysticisme. Attachant et irritant. Un roman sur les rêves écroulés.

*** Joyce Mansour : Histoires novices (Gallimard).**

Un bouillonnement baroque qui a le charme... des salles de garde ! Passe un vent lubrique... et voilà que les femmes se nouent les seins autour du cou. Le ton est donné. Vous êtes prévenus.

SCIENCE-FICTION

*** Jean-Pierre Andrevon : Le temps des grandes chasses (Denoël).**

Les écrivains français de science-fiction sont rares. Et plus rarement publiés. C'est une raison suffisante pour lire Andrevon. Puis il y a l'humour grinçant ; l'invention, l'épopée.

*** Territoires de l'inquiétude (Casterman).**

Une anthologie de l'étrange : 19 auteurs anglo-saxons pour mettre mal à l'aise. A lire à petites gorgées, avec ce goût que les hommes ont pour les dents sensibles.

THEATRE

*** Pierre Bourgeade : Deutsches Requiem (Gallimard).**

Cette pièce est la seconde « journée » d'une trilogie consacrée aux « cancers » de l'Histoire : franquisme, nazisme, stalinisme. Ici, Bourgeade ressuscite les chefs nazis pendus à Nuremberg...

*** Buchner : Woyzeck (Stock, coll. Théâtre ouvert).**

Texte-programme de la dernière mise en scène de Jean-Pierre Vincent et du Théâtre de l'Espérance (voir « l'Unité, n° 47).

SOCIETE

*** Jacques Nihoul : La pollution des mers (Editions universitaires).**

Emportés vers les rivières par les eaux souterraines ou les égouts, transportés par les vents des cités vers la mer ou déversés directement au large, les polluants envahissent les océans. L'équilibre biologique est menacé. Un cri d'alarme de plus, mais il n'y en aura jamais trop.

*** Vercors : Questions sur la vie (Stock).**

Une apostrophe impertinente aux « clercs » de la science contemporaine. Ces questions « naïves » ne sauraient être éludées. Derrière les belles théories devraient apparaître des réponses claires : ce qu'il en est vraiment de l'hérédité, de la mort, de l'évolution, etc.

*** Herbert Marcuse : Contre-révolution et révolte (Le Seuil).**

Le dernier livre de Marcuse ; il y appelle de ses vœux une « nouvelle sensibilité révolutionnaire » entraînant des actions et des réflexions plus ouvertes. Dans un but précis : contrer le capitalisme qui s'emploie actuellement, selon lui, à « institutionnaliser la contre-révolution ».

*** Albert Joël : la révolution naturiste (Editions de Thélème).**

M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir. L'homme des sociétés techniques du XXe siècle fait du « naturisme » sans le savoir : quand il s'évade des contraintes sociales, des villes-prisons, pour retrouver la nature. Le plaidoyer d'Albert Joël vaut d'être entendu.

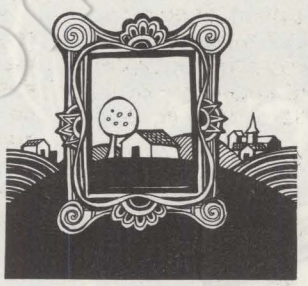
HISTOIRE

*** René Nelli : Les Cathares ou l'Eternel (Grasset).**

Météore dans la civilisation occitane : ainsi se présente l'aventure cathare, persécutée et détruite. L'auteur montre que, plus encore que les nouvelles idées religieuses apportées, ce sont les « trublions sociaux » qui furent réprimés.

*** Maurice Agulhon : 1848 ou l'apprentissage de la République (Le Seuil, coll. Points-Histoire).**

Le volume porte sur la période 1848-1852 : quelle République ? Pouvait-elle dans ses fondements mettre d'accord les Burgraves et les « démoc-soc » ? Fut-elle vraiment quarante-huitarde ou concédée à regret ?



Expositions

*** Galerie du Luxembourg (98, rue Saint-Denis, Paris 1er) : Rougemont.**

Œuvres au mur, œuvres au sol : peinture et sculpture. Les deux à la fois peut-être... Il additionne des tubes et les relie avec des bandeaux aux couleurs éclatantes. L'accumulation est son vice... ou sa vertu.

*** Galerie Paul Fachetti (17, rue de Lille, Paris) : Nicolaus.**

L'artiste joue avec des chiffres et leurs tracés : déformations, substitutions, identités se succèdent. S'y imbriquent des croix, des lignes, des barres. Les toiles prennent des allures de jeux enfantins.

*** Galerie Ariel (140, Bd Haussmann, Paris) : Tabuchi.**

Un peintre japonais. Au départ son matériau était choisi dans le vieil arsenal de la tradition nippone : fleurs et volcans. Aujourd'hui ses compositions exploitent les mêmes objets mais dans une volontaire « déstructuration », dans une fusion implacable dont il ne reste que les traces : on pense à Matisse.

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Vladimir Dimitrov.**

On l'appelait « le maître ». Il est dans la lignée des grands imagiers bulgares. La femme est omniprésente dans ses tableaux : vierge d'icône ou robuste paysanne. Ses autoportraits sont moins réussis. Son amour de la nature domine, non à la manière d'un particularisme régional (comme ce fut le cas pour Cézanne) mais dans le sillage du « paysagisme » universel.

*** Galerie de France (3, Fg Saint-Honoré, Paris) : Pignon.**

Edouard Pignon quitta l'usine le jour où il découvrit Picasso. Longtemps il peignit en « ouvriériste » forcené. Il y échappe depuis 1971, depuis qu'il signe ces « Nus rouges » que nous découvrons maintenant.

*** Grand Palais : 84e Salon des Indépendants.**

« Ni jury ni récompenses » dit la devise. Elle demeure d'autant plus que la formule a changé cette année : nous avons droit à une rétrospective picturale des années 1912-1919. Il faut aller voir comment la « der des der » a marqué les artistes : Gromaire, Moreau, Dunoyer de Segonzac, etc.

*** Paris-Sculpt (52, rue de Bassano, Paris) : Klaus Schultze.**

Céramique associée parfois au béton, parfois à la brique. Dans ses recherches chromatiques ou ses mises en volume distordu du corps humain, Schultze rappelle Fernand Léger.

*** Galerie L 55 (55, rue de la Pompe, Paris) : Pol Gachon.**

Un langage plastique s'invente devant nos yeux, qui tente de démystifier l'ère de la machine : écrans, tubes lumineux, compteurs, manomètres, etc.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de la Cité internationale : « The Cage ».**

Un spectacle violent. Joué en anglais, par d'anciens détenus de la sinistre prison de Saint-Quentin. Du document-vérité en forme de coup de poing.

*** Théâtre Cyrano (76, rue de la Roquette, Paris-11e) : « La cruche cassée » de Henrich von Kleist. Adaptation et mise en scène d'Ulysse Renaud.**

Un juge coupable pris au piège de son hypocrisie. Cette œuvre d'un romantique allemand du XIXe siècle impressionna beaucoup Bertolt Brecht.

*** Théâtre Hébertot : « A quoi on joue ? » de Pierre Etaix.**

« Entre un car de C.r.s. et un marteur piqueur, on joue avec nos nerfs », dit Pierre Etaix. Il sait donc très bien comment nous sommes « joués ». Il introduit le cirque au théâtre parce que les cirques sont démolis. Il faut bien que les clowns trouvent un refuge...

PROVINCE

*** Annecy : « Le souffle de vie » de Christian Liger.**

Deux clowns, un univers sous la mer, des légumes ambulants, une pieuvre bleue, une grande tête de cyclope à oreilles pendantes, marionnettes et musiciens : monde onirique pour adultes et enfants.

*** Villeurbanne (T.n.p.) : « Pardessus bord » de Michel Vinaver, mise en scène de Roger Planchon.**

Les mécanismes du capitalisme montrés sur les planches (voir « l'Unité », n° 56).



Cinéma

*** Michael Winner : Le corrupteur.**

S'appuyant sur un scénariste trop cultivé pour être honnête — « Le corrupteur » s'inspire des personnages d'un roman d'Henry James — et cédant lui-même aux pièges du réalisme descriptif préféré à la suggestion, Winner — le réalisateur des « Collines de la violence » et, hélas, du « Flingueur » — décrit certes assez bien les rapports de l'enfance avec « le Mal » et l'irréel ; mais l'originalité et son propos, entre « Le messager » et « L'autre », reste mince. Par chance, le « nouveau Marlon Brando », un an déjà avant le « Tango », est admirable.

*** Philippe Labro : L'héritier.**

Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

*** Xe Festival international d'art contemporain de Royan.**

Neuf films inédits, à partir de samedi : « Los dias de Agua » de Manuel Octavis Gomez (Portugal) ; « Kitores » de Peter Busco (Hongrie) ; « Le meurtre de Fred Hampton » de Mike Gray (Etats-Unis) ; « Mira » de Fons Rademakers (Belgique) ; « Opération massacre » de Jorge Cedron (Argentine) ; « Adrift » de Jan Kadar (Tchécoslovaquie) ; « L'apostolat » (Corée) ; « L'Italien des roses » de Charles Matton et « Cecil Taylor » de Raoul Sangla (France).

Sommaire

4

Parti socialiste : En attendant Grenoble

Histoire d'une manif...

5

Editorial : le contre-feu

6

Majorité : Les silences de l'adjudant Messmer

Une Information bien en main

7

Les socialistes proposent

8

Grèves : Des échos « au chant des esclaves »

9

A contre-pied

10

Qui est mort ? par Roger Bordier

Je suis la chèvre de Monsieur Pablo

14

Le livre de la semaine : L'Algérie condamnée à réussir

15

Est-Ouest : Nixon et l'après-Vietnam

16

Drogue : La filière asiatique

18

Urbanisme : La bataille pour la ville

20

Document : 12 mois, pour quoi faire ?

24

Ma part de vérité : Le gouvernement Pompidou, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Boojum Consort (page 8) Carlos Brito (page 6) Jean-Pierre Coureuil (pages 2-21) Julem (pages 17-22) Keystone (page 16) Sabadel (pages 7-19) Teich (page 9) V.p.i. (page 15) Vasco (pages 1-19-24).

Courrier

"L'Unité" à Nanterre

« J'ai été très longtemps, de 1968 à 1972, étudiant à Nanterre. Lorsque j'y suis retourné tout récemment, j'ai été carrément interloqué de voir une section des Etudiants socialistes tenir pignon sur rue dans le grand hall des amphis, avec « l'Unité », la « Revue socialiste » et des ouvrages de Jaurès et Blum.

Ce renouveau me paraît d'autant plus intéressant que j'ai pu souvent me rendre compte que les étudiants en faculté suivaient les groupes d'extrême-gauche uniquement par le fait que ceux-ci occupaient tout le terrain revendicatif. En fait, lorsqu'on discutait avec les étudiants en particulier et en petits groupes en dehors des A.g. manipulées de haute main par certains groupes, on s'apercevait qu'ils étaient très conscients d'être les moyens d'une politique, qu'ils trouvaient les méthodes de l'extrême-gauche quelque peu staliniennes et qu'ils penchaient tout naturellement vers un désir très profond de réformes.

J'ajoute que je m'étonne que la vente militante de « l'Unité » ne soit pas assurée davantage par les militants des sections socialistes locales sur les marchés, les lieux de rassemblement, etc. les samedis et dimanches, comme on le voit faire aux militants du P.s.u., de la Ligue communiste ou du P.c. Les militants du P.s. n'ont pas de complexes à avoir. A mon avis, leur journal hebdomadaire a pris du punch depuis sa création et il rencontrerait certainement un bon accueil auprès de tous ceux qui ont voté pour les candidats du Parti socialiste. Et il y en a pas mal. » (Jean-Pierre Massat, 94-Saint-Maur-des-Fossés).

Socialistes et "bien-pensants"

« Nous savons tous que la lutte idéologique est constante ; lutte idéologique contre les idées dominantes de la classe dominante ; aucun domaine n'y échappe.

Je n'en veux pour preuve que le récent numéro — le 10 — de la revue hebdomadaire « Histoire de l'Art » (Alpha) qui, à propos du peintre Courbet, glisse une perfidie. En effet, je lis page 198 : « De telle sorte que pour être objectifs — si cette attitude leur était permise — les historiens socialistes devraient dire « Le baron Courbet... » Permise, ici, signifie possible. Bien sûr les historiens socialistes ne sont pas objectifs ! Seuls le sont ceux qui écrivent pour des revues « bien-pensantes » et « convenables ». On croit acheter une gentille revue consacrée à l'Art — neutre, en apparence — et là encore, au détour d'une page, les masques tombent... » (Philippe Baratte, 61-Flers).

Pas un accident

« Je ne vous adresse pas ce mot avec l'intention d'ouvrir une polémique, mais uniquement pour vous faire part de mon étonnement de voir Georges Marchais faire flèche de tout bois sur le P.s. en une circonstance aussi solennelle que celle qui accompagne son rapport au dernier comité central.

Ne lui en déplaise, il faudra bien qu'il se fasse à l'idée que le P.s. n'est pas un accident de l'Histoire (« L'Histoire est ingénieuse », disait Lénine), appelé à disparaître quand les « masses » se seront pénétrées de la justesse des mots d'ordre communistes. Le P.s. est une des composantes fondamentales du mouvement ouvrier et populaire français. Que le programme commun emprunte davantage à la « démocratie avancée » du P.c. — c'est Georges Marchais qui le proclame dans son rapport — qu'au programme du P.s., c'est un fait. Et les communistes ont raison de s'en flatter. Mais, c'est peut-être une des raisons qui expliquent que le programme commun n'ait pas réussi à emporter la conviction de la majorité des Français, victimes des monopoles.

Fort de la confiance de 19 % d'électeurs, le P.s. se doit de reprendre la discussion avec ses partenaires sur ce programme et l'infléchir dans le sens de sa propre finalité, c'est-à-dire dans le sens d'un socialisme autogestionnaire. La tâche n'est pas des moindres, mais le P.s. ne saurait, sans grand dommage, s'y dérober. » (J.P. Berenger, 76-Mont-Saint-Aignan).

En attendant Grenoble

Le Comité directeur l'a décidé à l'unanimité : le congrès du Parti socialiste aura lieu les 22, 23 et 24 juin à Grenoble. Pour la première fois depuis quinze ans, hors de la banlieue parisienne et dans une ville située au cœur de cette région Rhône-Alpes en plein développement, où le P.s. a trouvé une implantation nouvelle.

Congrès capital, qui aura moins à faire le bilan de ce qui a été accompli depuis Epinay — chacun convient que ce bilan est positif — qu'à définir la stratégie du parti pour les deux prochaines années. Ce qui est suffisamment important pour que le comité directeur ait estimé souhaitable de ne pas y inclure un débat sur la révision des statuts, qui a été renvoyé à une session ultérieure.

Le renouvellement

Cette stratégie, François Mitterrand va en proposer une définition dans la motion dont il va prendre l'initiative. Les axes en sont simples : maintenir rigoureusement l'alliance à gauche, donner au Parti socialiste les moyens d'une intervention permanente sur les grandes questions qui concernent les conditions de vie et de travail des Français, assurer son renouvellement constant au niveau des hommes, des thèmes et des structures.

Ce problème du renouvellement donne lieu à bien des commentaires. Mais il ne se pose pas dans les termes où « le Nouvel Observateur » a cru devoir le poser cette semaine. D'abord parce qu'en moins de deux ans il a déjà été en grande partie réalisé : plus de la moitié des députés élus le 11 mars sont des nouveaux et la moitié aussi des adhérents actuels n'ont jamais appartenu à la S.f.i.o. Quant à ce que le même « Nouvel Observateur » appelle « une réalité infiniment consternante » ou encore « un lourd passif d'élus, de notables bien en place », c'est précisément l'une des sources de l'implantation du parti et de son audience dans l'opinion. Et, elle aussi, en plein renouvellement. L'actualité en apporte cette semaine deux exemples frappants : Pierre Mauroy recevant à la mairie de Lille la succession que lui laisse Augustin Laurent et Roger Quilliot s'installant à la mairie de Clermont-Ferrand à la place de Gabriel Montpied, qui la dirigeait depuis la Libération. C'est bien une génération qui s'efface devant une autre.

Sans doute faut-il aller plus loin encore dans cette voie. Mais l'important est que le parti élargisse ses bases, attire à lui de nouvelles couches, dans la jeunesse notamment, ce qui suppose une pensée vivante, des structures ouvertes, des moyens modernes de formation et d'information.

Tel est bien l'enjeu du prochain congrès. Ce n'est pas l'affaire de tel ou tel courant, mais de tout le parti. Non pas au nom d'un unanimisme qui recouvrirait bien des ambiguïtés, mais parce que la bataille des deux ou trois prochaines années doit l'engager tout entier sur une ligne claire qui attirera à lui les quelques centaines de milliers de Français qui manquent encore à la gauche pour qu'elle devienne la majorité.

En attendant, pour que nul ne se trompe sur sa volonté unitaire, le comité directeur a décidé que le parti serait présent aussi bien au défilé du mur des Fédérés qu'au grand rassemblement du 1er mai. Cela aussi est nouveau... et pas tellement consternant.

ANTOINE VIOLET

Histoire d'une manif...

« Manifestation originale et très sympathique », déclarait Georges Séguy au moment où, non sans mal, le cortège syndical, précédé de deux ou trois cents jeunes refusant de s'intégrer dans les rangs, s'ébranlait lundi soir de la Nation vers la République. Pendant deux heures environ, le secrétaire général de la C.g.t., ayant à ses côtés Edmond Maire et James Marangé, a fait contre mauvaise fortune bon cœur, mais sans jamais paraître à son aise dans cette manifestation de « solidarité travailleurs, lycéens, collégiens, étudiants » qui ne ressemblait guère à celles que pratiquent habituellement les militants cégétistes.

L'organisation de la manifestation n'avait pas été sans difficulté. Le jeudi 5 avril, en fin de matinée, les représentants de plusieurs organisations s'étaient retrouvés à la Bourse du Travail : Séguy pour la C.g.t., Maire pour la C.f.d.t., Marangé pour la Fen, les délégués de l'Unef, de l'Uncal, du Marc, des Comités de coordination lycéens. L'idée d'une manifestation pour lundi fut lancée par les trois premières organisations, qui avaient déjà signé le communiqué commun du 30 mars. Tous les présents donnèrent leur accord, à l'exception des Comités de coordination, qui demandèrent à réfléchir et annoncèrent leur réponse pour le soir même à 18 ou 19 h. A l'heure dite, la réponse fut différée et elle le fut encore le lendemain et le surlendemain. Agacée par ces retards, la C.g.t. souhaita passer outre, mais la Fen et la C.f.d.t. refusèrent avec obstination de participer à une manifestation qui ne serait pas unitaire, c'est-à-dire qui ne comprendrait pas les comités. Finalement, l'accord se fit dimanche soir. A temps pour montrer au gouvernement que la combativité des jeunes et des travailleurs n'a pas été entamée par les menaces de répression.



Georges Séguy, lundi dernier, dans le cortège.

Un contre-feu

Renonçant à redéfinir une « nouvelle société » qui n'avait guère réussi à son prédécesseur, Pierre Messmer a préféré s'en tenir à une vague esquisse de « troisième voie » qui se situerait entre un collectivisme apocalyptique et un capitalisme sauvage. Nul ne s'y est trompé et surtout pas les responsables du patronat ni ceux des feuilles économiques et financières spécialisées qui n'ont pas tardé à rappeler au Premier ministre que la « générosité » a des limites qu'il convient de ne pas dépasser.

C'est bien là, en effet, que se situe le vrai problème. Pierre Messmer, son gouvernement et sa majorité peuvent bien annoncer « du social en vrac », suivant la jolie formule de notre confrère « Combat ». Ils ne font là que tirer une conclusion élémentaire des dernières élections où la gauche a recueilli davantage de suffrages que l'U.d.r. et ses alliés. On reprend donc, de-ci de-là, quelques-unes des dispositions qui étaient proposées dans le programme commun — le Smic à 1 000 F, le droit à la retraite à 60 ans, des mesures diverses pour les personnes âgées, etc... — toutes mesures dont les porte-parole de la majorité ont répété tout au long de la campagne qu'elles étaient démagogiques et irréalisables.

Par nécessité donc, on jette du lest. Ce qui est ainsi annoncé n'est pas négligeable pour ceux qui vont en bénéficier. C'est un premier résultat dû, de toute évidence, à la pression considérable que constituent les 46 % de suffrages obtenus par la gauche. Mais c'est aussi un contre-feu destiné, dans l'esprit de Pompidou et de Messmer, à éviter de se laisser entraîner plus loin. Et c'est pourquoi le discours du Premier ministre, contrairement à celui de Jacques Chaban-Delmas en octobre 1969, n'a comporté aucun projet de société.

Le nouveau gouvernement, directement dirigé de l'Elysée, se garde bien de toucher aux structures. Il parle de « social » et concède quelques améliorations, sans préciser d'ailleurs de quelle manière elles seront financées. Mais, pour l'essentiel, il tient le langage de la droite la plus conservatrice. Que les travailleurs les plus défavorisés, les plus exploités mettent en cause leurs conditions de travail, c'est-à-dire en fin de compte l'organisation même de notre système industriel, que les jeunes, étudiants et lycéens, se rebellent contre des conceptions périmées de l'enseignement et de l'armée, c'est-à-dire contre une société qui compromet au départ leurs chances d'épanouissement et de promotion, que les femmes, en nombre de plus en plus élevé, revendiquent de pouvoir organiser librement leur vie personnelle et familiale, Pompidou et Messmer ne veulent pas le savoir. Ils n'ont à la bouche que les mots de fermeté et de discipline. La majorité des électrices et des électeurs s'est prononcée pour le changement. Leur seul objectif est de conserver ce qui est et d'où, précisément, ils tiennent leur pouvoir.

Chaban-Delmas avait entrevu les bouleversements nécessaires pour adapter la France aux nécessités économiques, sociales, humaines de cette dernière partie du XXe siècle. Il n'a pas pu aller bien loin. Messmer refuse même cet effort de réflexion. Il ira moins loin encore. Car ce n'est pas par de simples mesures de circonstance — quel que soit leur intérêt — que l'on répondra vraiment à l'attente de ceux qui n'appartiennent pas à la classe des privilégiés; des jeunes, en particulier, dont le Premier ministre a d'ailleurs oublié au passage qu'il leur avait promis le droit de vote à 19 ans.

Il ne peut y avoir de changement véritable, dans le sens souhaité par le plus grand nombre, qu'à partir d'une conception entièrement nouvelle des rapports entre les hommes, de leurs conditions de vie, de la définition de leurs droits et de l'exercice de leur liberté. C'est cette conception nouvelle que proposent le programme socialiste et le programme commun. Le combat de la gauche pour changer la vie, pour vivre mieux est plus actuel que jamais.

CLAUDE ESTIER

Les silences de l'adjudant Messmer

Le premier conseil des ministres du nouveau gouvernement Georges Messmer... pardon Pierre Messmer. » Ce lapsus de Joseph Comiti, alors qu'il rendait compte du conseil devant les journalistes, ne manque ni de saveur, ni de vérité.

Car, aujourd'hui, le nouveau gouvernement préparé conjointement par Pierre Messmer et les services de l'Elysée ressemble fort à une équipe aux ordres de Georges Pompidou. Des treize « héritiers du Général » dont autant de journalistes traçaient le portrait dans un livre paru aux Editions Denoël en 1969, il n'en reste que cinq au gouvernement : Joseph Fontanet, Robert Poujade, Raymond Marcellin, Valéry Giscard d'Estaing et Olivier Guichard. Quatre autres héritiers ont disparu à l'occasion de ce remaniement. La succession, on le voit, est pratiquement réglée.

Le départ de Michel Debré, l'arrivée de Michel Poniatowski. Voilà de quoi irriter le militant de base de l'U.d.r. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce que Pompidou a voulu, c'est un gouvernement qui réponde vite aux sollicitations présidentielles et où les petites féodalités — du type de celle entretenue par Debré — ne freinent pas les ordres du « château ».

Michel Jobert occupe, lui, le Quai d'Orsay. Son arrivée signifie, certes, que Pompidou ne veut laisser le soin à personne de diriger réellement la politique extérieure française. Mais elle signifie aussi qu'un des rares libéraux de l'équipe des conseillers de Pompidou quitte l'Elysée. Ce technocrate de 51 ans, petit et tranquille, timide mais efficace, fut aussi l'homme qui négocia en 1969 le ralliement de Jacques Duhamel. Ce fut encore lui qui soutint toujours le timide souffle de libéralisme des débuts du gouvernement Chaban-Delmas. Aujourd'hui, à l'Elysée, il ne reste plus que deux janissaires, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, pour s'occuper de la politique intérieure.

Incolore

Bien sûr, il n'est pas difficile d'ironiser sur l'arrivée au gouvernement du maire de Tours, Jean Royer, dont Pompidou dit un jour qu'il était « un constructeur constructif ». Mais le but est atteint. Pompidou s'est constitué une équipe gouvernementale comme il l'a souhaitée : incolore et sans saveur. A l'image du Premier ministre.

Mardi dernier, Messmer a présenté à l'Assemblée son programme en 15 feuillets. Une longue énumération de mesures disparates, débitée sur un ton monotone : dès le troisième feuillet, Edgar Faure, en haut de son perchoir, nettoyait ses lunettes et feuilletait son « trombinoscope ». Dans ce discours, pas question de chercher une vue politique originale, globale, et encore moins l'amorce d'un projet de société. En une heure de tribune, Messmer n'a pas trouvé le moyen d'analyser la situation actuelle de ce pays. A croire qu'il répugne à la pensée. Ou que sa pensée se limite à un plan d'assistance à catégories sociales en danger. Surtout si elles votent. Pas une ligne sur les travailleurs immigrés, dont seul François Mitterrand a ensuite souligné la situation intolérable.

Pour la politique de la vieillesse et de la famille, deux feuillets ; mais pour les lycéens, huit lignes d'un parfait caporalisme : « Je préviens aussi que les lycées, les universités étant faits pour l'enseignement, ils seront évacués dès qu'ils seront occupés illicitement. J'annonce que les élèves ne doivent pas compter, pour rattraper les pertes de temps injustifiées, sur des facilités ou des indulgences d'examen. » C'est un des rares moments où la voix du Premier ministre s'est animée. Et c'est la seule occasion que Debré a trouvé d'applaudir.

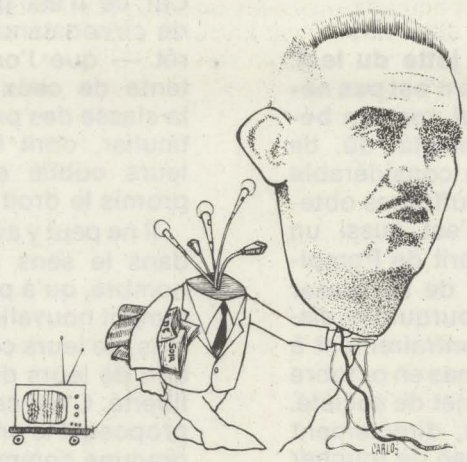
La seule vraie continuité de ce discours : l'obsession de la « discipline ». Le mot ponctue chaque partie et revient à tout propos dans la bouche du Premier ministre. Des promesses de Provins, il ne reste pas grand-chose :

Une Information bien en main

C'était promis, juré : il n'y aurait plus en France de ministères de l'Information. D'ailleurs, en 1969, Georges Pompidou alors simple candidat aux élections présidentielles, en prenait l'engagement public. Quatre ans plus tard, revoici un ministre de l'Information, avec Philippe Malaud.

Le Pouvoir en revient à ses saines pratiques d'avant Mai 1968. Quand Jean-Jacques de Bresson dirigeait la télévision, une ligne directe de téléphone reliait le directeur de l'Information au secrétariat du Premier ministre. Déjà Georges Pompidou.

Ce retour en arrière est surtout la victoire du clan le plus dur de l'Elysée. Quand Jacques Chaban-Delmas arriva à Matignon, une nouvelle filière fut mise en place pour relier l'Information au politique. Chaque mercredi, Pierre Desgraupes allait à Matignon pour rencontrer Roger Vaurs, conseiller auprès du Premier ministre pour les relations publiques, et Pierre Hunt, secrétaire général du Comité interministériel pour l'information. L'Elysée supporte alors mal de ne plus diriger directement l'O.r.t.f.



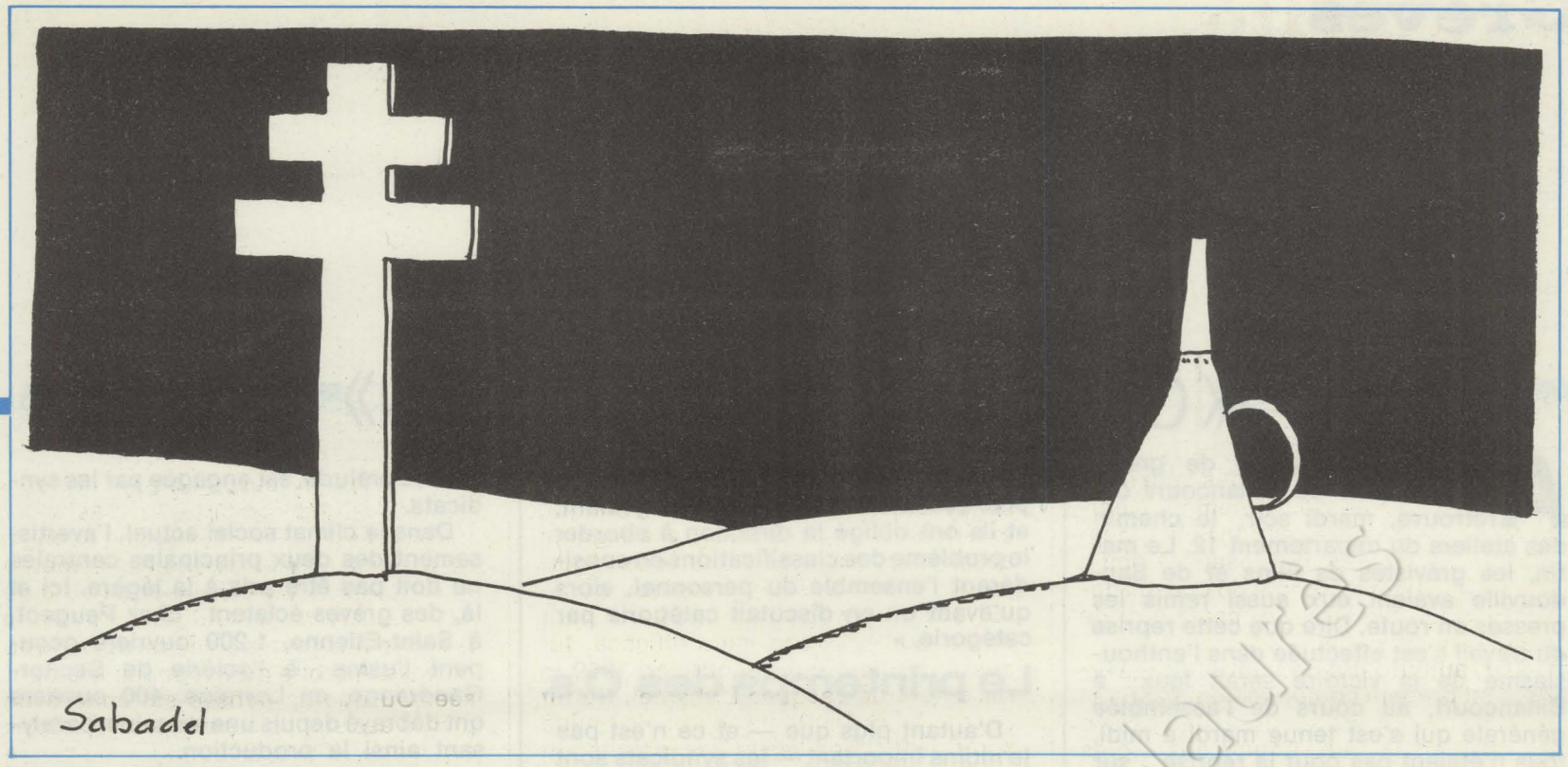
A l'époque, des conseillers du président de la République racontent dans les salons parisiens qu'Etienne Mougeotte et Philippe Gildas sont d'anciens membres du P.c.f., qu'Hervé Chabalier milite à la Ligue communiste. La preuve : le ministère de l'Intérieur a transmis à l'Elysée leurs fiches de renseignements généraux. En l'occurrence, elles sont truffées d'erreurs. Un reportage d'un voyage en Lorraine du président de la République où Chabalier a eu tort de dire la vérité — c'est-à-dire le manque d'enthousiasme de la population — et Desgraupes se retrouve le lendemain matin dans le bureau de Denis Baudoin, conseiller de l'Elysée, chargé de la presse. Ce jour-là, la libéralisation de l'information est morte. Quand Chaban-Delmas part et qu'Arthur Conte arrive à l'Office, l'épuration est faite dans les règles.

Mais le premier gouvernement Messmer ne comporte pas de ministre de l'Information. Malaud prend le titre de secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des services de l'Information. La direction politique de l'O.r.t.f. vient alors d'une triple source : Malaud, l'Elysée — avec Denis Baudoin — et le zélé Arthur Conte.

Ce système fonctionne mal. Il faut un ministre de l'Information aux ordres de l'Elysée. Ce sera Malaud.

Nommé le 5 avril, Malaud exposait dès le lendemain sa conception de l'O.r.t.f. : « La Télévision française a été très fortement affectée par le gauchisme intellectuel. » On ne saurait être plus clair.

N. B.



rien, par exemple, sur le droit de vote à 19 ans, auquel Pompidou est hostile. Rien sur le logement, sur la gratuité des frais scolaires, sur la nationalisation des C.e.s. et des C.e.g., sur l'avortement, sur l'équipement des communes rurales, etc. Et, évidemment, aucune indication sur le financement des mesures proposées, aucun délai précis pour leur mise en place.

Dans l'hémicycle, même le député U.d.r. moyen ne semblait guère enthousiaste. Car, aujourd'hui, l'U.d.r. a l'impression d'avoir été flouée par l'Elysée. Elle supporte mal que quatre Républicains indépendants — Giscard d'Estaing aux Finances, Poniatowski à la Santé, l'inévitable Marcellin à l'Intérieur et Philippe Malaud à l'Information — aient pris la place de ses « barons ». La bataille d'escarmouches entre l'Elysée et le groupe est bien partie.

La base a refusé d'élire Robert Boulin, qui quittait le gouvernement, à la présidence de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales. Et puis, il y a le problème du secrétaire général de l'U.d.r. Par une série de grandes manœuvres, Alain Peyrefitte, l'actuel secrétaire général de l'U.d.r., a décroché un maroquin. Aussitôt, la fédération du Val-de-Marne, celle d'André Vivien, a demandé son départ, au nom du non-cumul des fonctions. Du coup, André Fanton, député de Paris, ancien secrétaire d'Etat et féal de Debré, a annoncé qu'il serait candidat. Déjà, le 5 septembre 1972, Fanton avait recueilli 50 voix contre 61 à Peyrefitte lors de la dernière élection du secrétaire général de l'U.d.r. Debré, lui, s'apprête à faire une tournée des fédérations départementales.

Ces petites bagarres, ce réseau d'ambitions montrent que Pompidou joue une partie serrée. Certes, il a une équipe gouvernementale plus homogène, davantage aux ordres. Mais il y a maintenant dans la majorité deux groupes d'hommes qui s'agitent : les « libéraux », qui acceptent mal l'éviction de Jacques Chaban-Delmas, et les « durs », qui supportent mal que les « barons » ne soient plus grand-chose.

François Mitterrand répondant, en octobre 1969, au discours d'investiture de Chaban-Delmas et à ses plans mirifiques de « nouvelle société », lui disait alors : « Vous n'avez pas la majorité de cette politique ». A Pierre Messmer, François Mitterrand a pu dire : « Vous faites, monsieur le Premier ministre, la politique de votre majorité. » Mais la voie est de plus en plus étroite.

NICOLAS BRIMO

URBACONSEIL
recherche urbaniste, 3-5 ans d'expérience pour collaboration sur SDAU et POS envoyer C.V. - 20, rue des Acacias 75 - PARIS 17e

Les propositions socialistes

Régulièrement, « l'Unité » rendra compte ici des plus intéressantes des propositions de loi que les parlementaires du groupe des socialistes et des radicaux de gauche auront présentées à l'Assemblée nationale.

— POUR UN SECRETARIAT D'ETAT AUX IMMIGRES.

Que tout ce qui concerne les travailleurs immigrés — eux-mêmes divisés en 4 statuts différents — soit dispersé entre 5 ou 6 ministères ou organismes officiels (Affaires sociales, Logement, Finances, Affaires étrangères, services de l'emploi, etc.) est pain béni pour le Pouvoir — qui masque ainsi l'incohérence et les carences de sa politique — et pour le patronat — qui n'en exploite que plus facilement une main-d'œuvre en principe « plus souple » et peu organisée.

D'où la proposition socialiste de créer un secrétariat d'Etat spécialisé qui regrouperait l'ensemble des compétences et pratiquerait une politique permettant à ceux qui le désirent de retourner dans leur pays avec une formation pratique et culturelle dont bénéficieraient chaque travailleur, son pays d'origine et la France. Cela suppose la mise en place de structures d'accueil, d'équipements et surtout de logements, en faveur de quoi la proposition de loi veut instituer une taxe spéciale — 0,50 % du montant des salaires — imposée aux entreprises employant des travailleurs immigrés.

— DES CRECHES EN FAVEUR DES TRAVAILLEUSES MERES DE FAMILLE.

C'est aussi par une taxe — payée par tous les employeurs — de 0,50 % au moins du montant des salaires, qu'une proposition de loi socialiste demande que soient financés la construction et le financement de crèches en faveur des travailleuses mères de famille — un demi-million d'entre elles ont des enfants de moins de 3 ans. Pour l'heure, malgré les promesses de Pierre Messmer, elles ne disposent toujours que des 697 crèches existantes (30 000 places pour toute la France !).

La proposition socialiste veut faire échapper les travailleuses au triste choix qui est le leur : ou occuper un emploi et se résigner à être des « mères à temps partiel » harcelées de problèmes ; ou rester « femmes au foyer » et se contenter d'une allocation de salaire unique (à peine 100 F pour trois enfants) qui les rétribue à ... 30 centimes de l'heure de travail !

POUR UNE NOUVELLE DEFINITION DU SERVICE MILITAIRE ET DES SURSIS.

Voir en page 21 de ce numéro.

— POUR UN SECRETARIAT D'ETAT AU TROISIEME AGE.

Il faut regrouper dans un secrétariat d'Etat tous les services, à l'heure actuelle dispersés, qui s'occupent du « troisième âge » (les plus de 65 ans) et lui donner les moyens d'une vraie politique : facilités en matière de services sociaux, de fiscalité, etc. et création de foyers d'accueil, de clubs de loisirs... C'est la conclusion de la proposition de loi des socialistes, qui ne sauraient se contenter du satisfecit (« un effort sans équivalent dans le passé ») que le Pouvoir s'est accordé à lui-même. Car cet « effort sans précédent », cela a signifié jusqu'ici donner, à nombre des 7 millions de Français âgés, 12,30 F pour vivre chaque jour...

Des échos au «chant des esclaves»

Après trois semaines de grève, les 373 O.s. de Billancourt ont retrouvé, mardi soir, le chemin des ateliers du département 12. Le matin, les grévistes de Flins et de Sandouville avaient eux aussi remis les presses en route. Dire que cette reprise du travail s'est effectuée dans l'enthousiasme de la victoire serait faux : à Billancourt, au cours de l'assemblée générale qui s'est tenue mardi à midi, tous n'étaient pas pour la reprise : sur 187 votants, 108 seulement se sont prononcés pour la fin de la grève.

Pourtant, sur beaucoup de points, les grévistes ont obtenu satisfaction : une augmentation de 24 centimes de l'heure est assurée à partir du 1er avril et, détail important, cette augmentation n'est pas une prime. Elle est intégrée dans le salaire, alors que pendant quinze jours la direction de Renault avait obstinément refusé d'envisager autre chose qu'une prime. De plus, ce salaire est garanti, quel que soit le poste où se trouve le travailleur, et sans condition d'ancienneté. « Pour nous, c'est primordial, dit un O.s. du 12. Avant, nous n'étions payés qu'en fonction du poste occupé sur la machine ou sur la chaîne. Sur la même feuille de paye, on avait souvent des taux différents. Alors, on n'était jamais sûr de ce qu'on toucherait à la fin du mois. C'est pour cela que nous avons refusé la prime de risque-presse que la direction voulait nous accorder à un moment du conflit. D'abord, parce qu'une prime n'est pas un salaire, et ensuite parce qu'il suffisait pour la perdre d'être mis à un poste de soudeur. »

Mais sur la principale revendication des grévistes, la direction n'a pas cédé. Avant tout, les O.s. de Renault réclamaient une qualification de P1F (ouvrier professionnel de fabrication au premier échelon). C'est là-dessus que les négociations s'étaient rompues la semaine dernière. Car accorder cette promotion aux O.s., c'était remettre en cause toute la structure hiérarchique de la Régie. Et aussi, tout le système actuel d'organisation du travail. Cela, Pierre Dreyfus ne l'a pas voulu. Il a accordé aux O.s. des presses un nouvel indice : 160, au lieu de 153 auparavant (alors que les professionnels, eux, ont 162) et il s'est engagé à discuter sur le problème des classifications, pendant huit jours si cela est nécessaire.

« Certes, malgré le recul de la direction, la revendication initiale n'a pas été obtenue, dit Alain Rialland, délégué C.f.d.t. à Billancourt. Mais il y a un côté très positif : les travailleurs ont décroché pratiquement tout ce qu'ils exigeaient, et ils ont obligé la direction à aborder le problème des classifications en considérant l'ensemble du personnel, alors qu'avant on en discutait catégorie par catégorie. »

Le printemps des O.s.

D'autant plus que — et ce n'est pas le moins important — les syndicats sont bien décidés à agir ensemble pour les soutenir. Très vite, les positions de Georges Séguy et d'Edmond Maire ont été des plus claires. Le temps n'est plus aux discussions sur le programme commun, sur l'autogestion. Désormais, l'objectif prioritaire est de mettre le patronat en échec sur tous les terrains : conditions de travail, Smic à 1 100 F, reconnaissance des droits syndicaux, etc. Et, sur ce terrain, la C.g.t. nouveau style, attentive aux revendications lycéennes, très consciente de l'importance des « parias » (femmes, jeunes, immigrés) n'entend plus se laisser distancer. Le mot d'ordre qu'elle a lancé à ses organisations est le même que celui de la C.f.d.t. : être présentes partout. Une offensive commune, dont le « chant des esclaves » de Renault — selon le mot du leader C.g.t. de la Régie, Roger Sylvain — a été le prélude, est engagée par les syndicats.

Dans le climat social actuel, l'avertissement des deux principales centrales ne doit pas être pris à la légère. Ici et là, des grèves éclatent : chez Peugeot, à Saint-Etienne, 1 200 ouvriers occupent l'usine ; à l'aciérie de Sacilor-Gandrange, en Lorraine, 400 ouvriers ont débrayé depuis une semaine, paralysant ainsi la production...

D'ailleurs, gouvernement et patronat sont conscients que ce printemps sera celui des O.s., celui de la bataille sur les conditions de travail. Georges Pompidou demande que l'on se montre « imaginatif et généreux » et le C.n.p.f. doit avoir, à la fin du mois, une série de discussions sur le sujet avec les syndicats. Mais, déjà, les patrons semblent assigner des limites à leur bonne volonté « sociale ».

Mais dirigeants et patronat auraient tort de méconnaître un mécontentement qui se généralise : les syndicats ne seront pas seuls dans la bataille. Comme le révèle un sondage de l'Ifop publié par « les Informations », c'est presque un salarié sur deux qui est favorable à une grève dans les trois prochains mois...

MICHELE BACKMANN



Portes ouvertes, organisées dimanche dernier par l'Assistance publique à Paris, sur des machines électroniques d'exploration radiologique et neurologique qui dépistent une tumeur naissante ou dessinent en trois couleurs la discordance d'un ventricule gauche avec une oreillette droite. Portes ouvertes encore sur des blocs opératoires de rêve, sur des chambres individuelles, avec cabinet de toilette particulier — mis en service depuis 15 jours après réfection à Broussais, ou qui sentent encore la peinture fraîche à Lariboisière. Mais portes fermées sur la vétusté des salles communes encore nombreuses, sur les lits en surnombre, les salles d'opération de fortune, le manque de personnel. Portes fermées aussi sur les logements du personnel infirmier de l'hôpital Saint-Antoine (notre photo).

Pour une opération Portes ouvertes authentique aux dires des patients et du personnel hospitalier, il ne manquait que des crédits.

A contre-pied

Les profs, en prison!

Le directeur des enseignements supérieurs auprès de Joseph Fontanet, Le Bris, a réussi à devancer de plusieurs heures la politique du bâton promise à l'Université par Georges Pompidou et Pierre Messmer : vendredi matin, 28 enseignants mandatés par les universités parisiennes étant venus au ministère lire une motion contre la « réforme » de l'enseignement supérieur (Deug) sans qu'il les y ait invités, il les fit expulser par la police. Les 28 universitaires — ainsi qu'un reporter-photographe de l'A.p.l. les accompagnant — se retrouvèrent au poste inculpés de violation de domicile et, la loi anti-casseurs aidant, risquent un an de prison. Mais peut-être Fontanet a-t-il trop de professeurs, qu'il envisage de s'en séparer pendant toute une année ?

Un lapsus

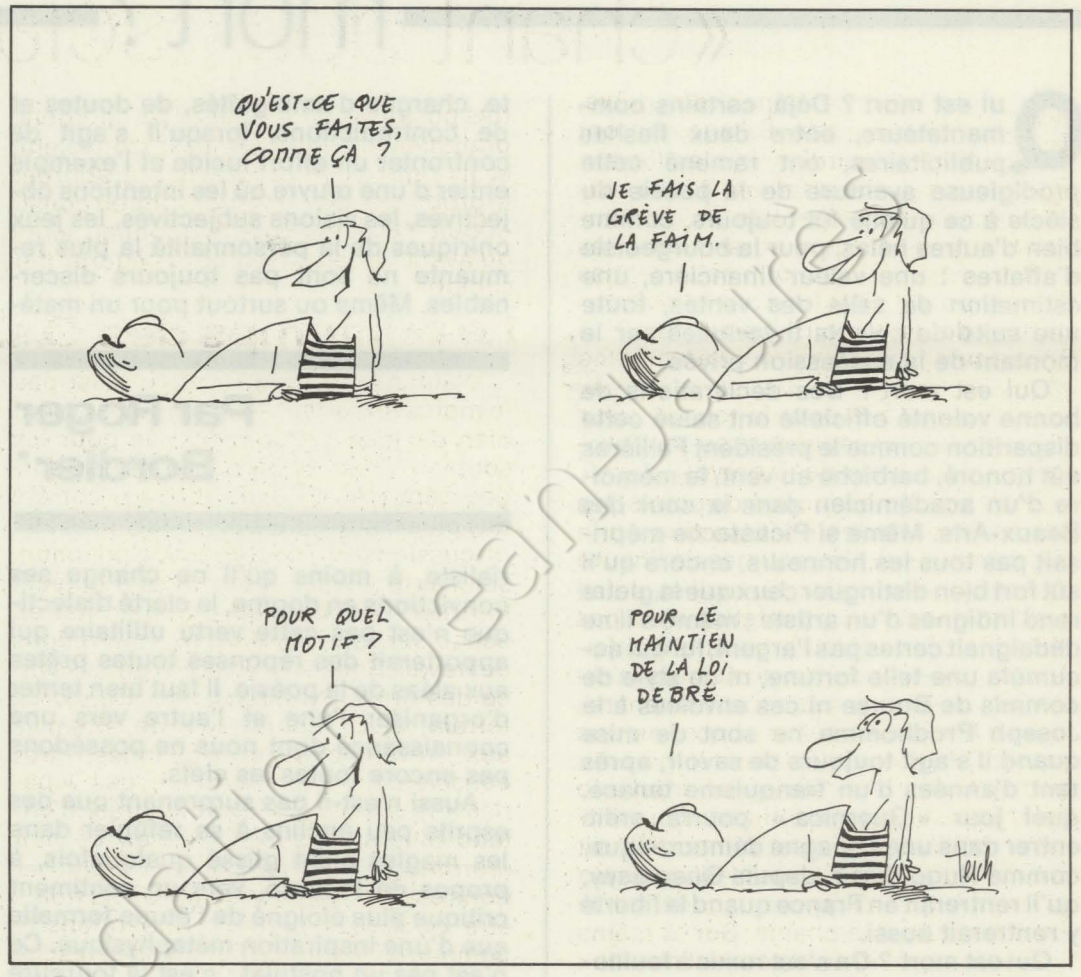
Mardi, à l'Assemblée nationale, Pierre Messmer a confirmé qu'il avait bien annoncé dans son discours de Provins la construction de 2 000 crèches. Il faut croire cependant qu'il n'a pas encore convaincu tous les représentants de la majorité. Vendredi dernier, en effet, au Conseil de Paris où les conseillers socialistes Michel Salles, Daniel Benassaya, Pierre Astier et Pierre Guidoni demandaient l'application à Paris des mesures découlant du programme de Provins, en particulier en ce qui concerne les crèches, le porte-parole de l'U.d.r., Collet, leur répondit que le chiffre de 2 000 ne pouvait être pris à la lettre et qu'il s'agissait « de toute évidence d'un lapsus » !

Deux couleuvres

Michel Debré a l'habitude d'avaler des couleuvres. Cette fois, elles étaient trop grosses. Le nouveau gouvernement compte, en effet, non pas un, mais deux de ses ennemis personnels : Michel Poniatowski et Jean Royer. Elus locaux dans le même département, le maire de Tours et le maire d'Amboise se détestent cordialement. Georges Pompidou ne l'ignore pas et a pris un malin plaisir à appeler le premier au gouvernement au moment où le second s'en allait. C'est ce qu'un journaliste appelait l'autre jour au Palais-Bourbon « l'ouverture sur l'Indre-et-Loire. »

Faute de mieux

Le cabinet de Pierre Messmer devait subir de sérieuses modifications. L'Elysée, en l'occurrence Marie-France Garaud, trouvait qu'un homme comme Philippe Mestre, principal conseiller du Premier ministre, était trop « chabaniste ». On pensa un temps à Paul-Marie de la Gorce, que l'on voit de temps à autre à la télévision. Mais l'idée fut vite abandonnée. Et finalement Philippe Mestre reste en place. Ils n'ont rien trouvé de mieux.



L'équipe de Chaban

Dans ses locaux de la rue de Bellechasse, Jacques Chaban-Delmas installe une équipe de collaborateurs. Dernière recrue : Thierry de Beaucé, qui était jusqu'à maintenant le conseiller technique de Pierre Messmer chargé des relations avec la presse. Le Premier ministre actuel ne le trouvait pas assez efficace. Mais ceci explique peut-être cela...

Sous-entendus

Jacques Chaban-Delmas a rencontré discrètement, la semaine dernière, le président de la République. Ils ont discuté pendant plus d'une heure. L'ancien Premier ministre a demandé que le procès de Dega — celui-ci a été libéré sous caution mercredi — vienne le plus rapidement possible. En affirmant qu'ainsi tous les sous-entendus seraient balayés. Georges Pompidou s'est bien gardé de lui donner une réponse précise.

Les prisonniers de Saïgon

Tandis que Raymond Cartier consacre systématiquement sa chronique matinale de R.t.l. à faire l'éloge du président Thieu, une vingtaine de personnalités d'horizons très différents viennent de signer un appel rappelant que des centaines de détenus politiques se trouvent encore dans les prisons de Saïgon et exigeant leur libération rapide selon les termes de l'accord de cessez-le-feu (Association d'Amitié franco-vietnamienne, 37, rue Ballu, Paris-9e).

Pour les Portugais

Il y a actuellement en France près d'un million d'immigrés portugais et la langue portugaise est la deuxième langue parlée au pays de Descartes.

Si besoin en était, la trop fameuse « circulaire Fontanet » et les réactions que de telles mesures répressives ont provoqué chez les immigrés nous rappellent la dure existence des travailleurs portugais en France, et, surtout, la lutte de classes qu'ils mènent.

Dans ce contexte, un nouveau journal mensuel en langue portugaise, le « Jornal Portugues », dirigé par Robert Davezies (Boîte postale n° 52 - 75660 Paris Cédex 14), fait par des immigrés pour les immigrés, se propose de mener le combat pour une information populaire : sur les luttes du peuple portugais, sur la guerre coloniale et sur le combat des immigrés pour de meilleures conditions de vie. « L'Unité » souhaite à ce nouveau confrère le meilleur succès.

Qui est mort ?

Par Roger Bordier*

Qui est mort ? Déjà, certains commentateurs, entre deux flashes publicitaires, ont ramené cette prodigieuse aventure de la poésie du siècle à ce qu'elle fut toujours, comme bien d'autres hélas, pour la bourgeoisie d'affaires : une valeur financière, une estimation de salle des ventes, toute une suite de calculs théoriques sur le montant de la succession privée.

Qui est mort ? Des déclarations de bonne volonté officielle ont salué cette disparition comme le président Fallières eût honoré, barbiche au vent, la mémoire d'un académicien dans la cour des Beaux-Arts. Même si Picasso ne méprisait pas tous les honneurs, encore qu'il sût fort bien distinguer ceux que la gloire rend indignes d'un artiste ; même s'il ne dédaignait certes pas l'argent, lui qui accumula une telle fortune, ni ce style de commis de Bourse ni ces envolées à la Joseph Prudhomme ne sont de mise quand il s'agit toujours de savoir, après tant d'années d'un franquisme tenace, quel jour « Guernica » pourra enfin entrer dans une Espagne démocratique, comme Hugo disait, depuis Guernesey, qu'il rentrerait en France quand la liberté y rentrerait aussi.

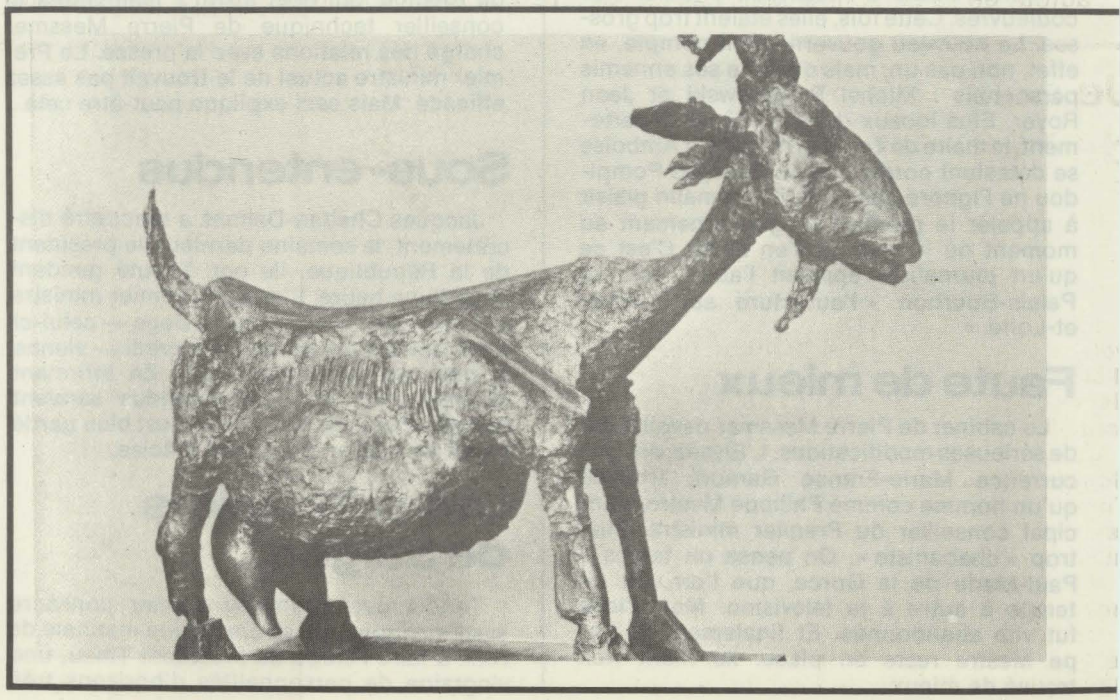
Qui est mort ? On s'est remis à feuilleter, ici et là, le catalogue des clichés : « monstre sacré », « légende », « personnage fascinant ». Etc. Bref, cet homme comblé n'a pas de chance : on le crut tricheur, en des lieux mêmes où bon gré mal gré on le célèbre aujourd'hui, et c'est tout le langage d'une vieille culture dont son œuvre, plus qu'aucune autre, aura dénoncé les bassesses ou les insuffisances qui continue hardiment de tricher contre lui.

Quête de preuves

On comprend assez, dans ces conditions, qu'Aragon en ait si peu dit, que Malraux ait préféré se taire, lui qui sut définir admirablement, à propos du cubisme, « la réalité métamorphosée en tableau ». Car c'est bien là le grand thème subversif et la conquête non point fabuleuse, comme certains l'imaginent en trichant aussi, mais strictement *rationnelle,* qui demeurent au centre d'un débat dont aucune habitude, aucune audace nouvelle n'a pu réduire encore la portée. Et quand un artiste meurt, c'est d'art qu'il faut parler d'abord. L'honnêteté la plus élémentaire consiste à reconnaître que c'est une entreprise ingrate, chargée d'ambiguïtés, de doutes et de contradictions, lorsqu'il s'agit de confronter un effort lucide et l'exemple entier d'une œuvre où les intentions objectives, les visions subjectives, les jeux oniriques de la personnalité la plus remuante ne sont pas toujours discernables. Même ou surtout pour un matérialiste, à moins qu'il ne change ses convictions en dogme, la clarté dialectique n'est pas cette vertu utilitaire qui apporterait des réponses toutes prêtes aux aléas de la poésie. Il faut bien tenter d'organiser l'une et l'autre vers une connaissance dont nous ne possédons pas encore toutes les clefs.

Aussi n'est-il pas surprenant que des esprits peu enclins à se réfugier dans les magies aient glissé quelquefois, à propos de Picasso, vers un sentiment critique plus éloigné de l'étude formelle que d'une inspiration métaphysique. Ce n'est pas un postulat : c'est la tournure d'une interrogation. Certains se sont plu à voir, en ce peintre pour qui l'amour de la peinture fut une voluptueuse querelle, une sorte « d'augure », et même « d'augure inquiet », traversant et retraversant sans cesse le monde des apparences. C'est bien ce qu'il a fait, du reste, mais faut-il en retenir avant tout ce fameux miracle qui permet à des natures exceptionnelles, comme chez Cocteau, de passer à travers les miroirs ? Alors, le trait est tiré. Il suffit de parler de *génie,* dans la mesure où nous prêtons au mot, fût-ce avec une irritation secrète, ce contenu surnaturel qui renverse nos problèmes : il en ferait une doctrine.

Rien n'est aussi simple : que Picasso ait été en effet cette *exception* au sens humain d'une individualité qui joue un rôle unique non point à côté, mais en avant, très en avant de la communauté, c'est l'évidence même et pourtant l'évidence, pour brillante qu'elle soit, n'est pas non plus l'explication fatale. Picasso a vécu, comme vit chacun de nous, dans un certain climat, une certaine culture ; autrement dit, sur un certain *héritage.* Les jeunes rapins du « Bateau-lavoir » qu'indisposaient fort les évanescences de l'impressionnisme, cette révolution qui précéda la leur et la rendit possible, par rupture ; bref ces révoltés en quête de preuves avaient très bien compris la leçon de Cézanne, le grand isolé, et c'est là précisément qu'ils se reconnurent héritiers. Le cubisme a sans doute des origines assez complexes, mais la filiation cézanienne y apparaît bel et bien comme le facteur déterminant. Il n'est pas besoin d'être très initié pour voir ce qui relie directement « Les Grandes Baigneuses » aux célèbres « Demoiselles



d'Avignon » ou « L'Estaque », de Braque, à la « Montagne Sainte-Victoire ». C'est la recherche d'une écriture où la seule raison plastique vise à recomposer l'architecture des formes, ouvrant à l'artiste ce chemin de la réflexion qui va lui permettre, enfin, d'affirmer ses vrais droits, tandis que le tableau deviendra son propre objet.

Les cubistes ont poussé très loin, on le sait, et jusqu'aux approches d'une abstraction vaguement allusive, ce désir acharné de forcer le réel dans ses aspects cachés pour qu'il fût, sur la toile, une vérité égale à celle que piégeaient les spéculations de l'esprit, les élans de la sensibilité. Représenter un verre, une table, une guitare et même un visage dans toutes leurs faces à la fois, en établissant un ordre strict à deux dimensions, déchiffrer l'objet non seulement tel qu'il est vu, mais tel qu'il est intégralement *connu,* puisque notre perception physique, limitée, fait nécessairement un choix, était-ce déformer, ou tout au contraire mettre en forme ? La méprise, qui persiste étrangement, est très révélatrice à cet égard : on crut voir une extravagance là où se développait, à l'opposé, un patient travail d'analyste.

Voilà qui situe assez exactement Picasso, car cette méprise aura joué jusqu'au bout contre lui, et soyons justes, il a pu s'y prêter quelquefois, entraîné par les contradictions de son tempérament et l'espèce de fête qu'on entretint autour de sa personne. Mais ces considérations anecdotiques n'ont qu'un intérêt plutôt secondaire, maintenant que l'homme n'est plus et que l'œuvre, toute seule devant nous, est redevenue l'homme. Car il fut bien, et tant pis pour les amateurs de belle fable, cet analyste qui, en tant que tel, aura dérouté seulement parce qu'il possédait la faculté si rare d'aborder tous les genres, de changer sa manière et puis d'y revenir, de scruter des formes nouvelles alors qu'il n'avait pas épuisé encore, de son propre aveu, les ressources des précédentes. Au fond, qu'est-ce que cela fait, mise à part la surprise admirative que font naître, et pour cause, de tels moyens ? C'est qu'il aura toujours poursuivi la même tentative, tendue jusqu'au délire : imposer cet humanisme du regard au monde quotidien des formes et du sentiment, qui est aussi notre condition, et où la part de rêve se mue en signe concret.



Picasso photographié par Brassaï en 1932.

Si ce regard a tant fouillé, créé, recréé, métamorphosé, n'est-ce pas parce qu'il était, comme celui que Valéry Larbaud saisissait chez l'enfant, une aptitude extraordinaire à découvrir, dans le marbre de la cheminée, ce que personne n'y a vu : un paysage, une tête, un outil, une chevelure, un profil ? Tout ici prend sa vraie mesure, dans un concept éluardien : la période bleue, la période rose, les Demoiselles d'Avignon, le portrait de Vollard, le lyrisme poignant de Guernica, la dérision vengeresse de Massacre en Corée, la Colombe de la Paix, les toiles du beau musée d'Antibes, les poteries de Vallauris... Qui est mort ? L'enfant ne cessera jamais de contempler la cheminée et la même vie s'éveille : il faut parier sur cet avenir. Celui qui, pour Pablo Ruiz Picasso, communiste, avait aussi — et il ne se sentait pas pour autant le poète diminué en lui, au contraire — les traits de la justice sociale et de l'espoir des peuples.

* Roger Bordier, écrivain, prix Renaudot 1961 pour « Les blés ».

Je suis la chèvre de Monsieur Pablo

Diurnes...

LA CHEVRE - Je suis la chèvre aux gra-'ois, à la ferraille, au fil de fer, à la caisse l'emballage et au bord de la mer. A Vallau-is, en plâtre, j'ai vu le jour ; un peu plus ard, j'ai bronzé.

Je ne suis pas la chèvre de Monsieur ieguin, je suis la chèvre de Monsieur Pablo. 'oute une nuit, je me suis battue avec la emme d'un loup qui tournait à Vallauris, utour de l'homme aux moutons.

Au matin, d'autres l'ont mangée au fe-ouil, comme c'est l'usage dans la région.

Je ne me suis pas battue avec le loup, e loup c'est le garou, le garou c'est le liable, le diable c'est le bouc et le bouc c'est mon homme. Il est fort et il me dévore de caresses, tout en m'appelant sa faiblesse.

Et c'est bien malgré lui qu'il tient depuis des siècles dans le grand malédictionnaire des grands bibliothécaires comme le Juif Errant, le rôle de l'émissaire, alors qu'il est mon homme, alors qu'il est le frère des splendides chats noirs que l'on précipitait du haut des cathédrales en les hurlant sorciers et leurs chattes sorcières.

Fort heureusement, chaque réussite est l'échec d'autre chose. A ce jeu Dieu est mat. Le diable brille et le dame.

J'ai été élevée à la dure mais en même temps aux oiseaux, au soleil, à la grêle et ici au mistral et un peu partout ailleurs au vent du nord et de l'amour, comme tant d'enfants humains au vent des corridors.

Et j'ai vu en plein soleil des pénitents noirs qui jouaient à la pétanque, un beau Vendredi Saint, avec des oursins et leurs doigts étaient ensanglantés, le cochonnet tout rouge et sanguifié.

Diurnes...

Mon maître ne m'a rien appris, il m'a seulement modelée, caressée et ici il me laisse aller à ma guise sur le papier glacé.

Même quand il ne fait rien, il travaille jour et nuit et n'a jamais une minute à lui, il n'a pas le temps, il n'a pas l'heure et conjugue sa vie au futur antérieur, au passé infini.

Où qu'il demeure, il garde grande ouverte sa fenêtre qui donne sur la mer, sur la terre, sur la vie.

Il regarde le paysage, Antibes ou Guernica et les femmes de partout, la lumière de toujours ou la Grèce d'autrefois.

Tous ces paysages, il les voit, et les mains dans les poches, à sa guise, à sa tristesse ou sa gaieté soudaine, il les modifie.

Et puis il referme la fenêtre et signe sur le chambranle.

Le paysage et tout cela est encadré et tout cela on l'emporte dans un musée.

Je l'ai vu faire, c'est comme ça qu'il fait.

JACQUES PREVERT



CELESTINE (1903). En 1904, un homme « petit, noir, trapu, inquiet, inquiétant, aux yeux sombres, profonds, étranges, presque fixes » s'installe à Paris, au « Bateau-lavoir » : Picasso est son nom, Pablo son prénom ; il est né à Malaga en 1881, a vécu à Barcelone ; à Montmartre, il fréquente Apollinaire, Van Dongen, Reverdy... Finie l'influence précoce qu'exerça sur lui un Toulouse-Lautrec ou un Van Gogh. Il a déjà son style bien à lui ; sa « période bleue » (1901-1904) est derrière lui. Monochrome ardent où bouillonne encore l'Espagne des malades, des déshérités de la vie, des pauvres.



LA TOILETTE (1906). 1905-1906 : la bohème parisienne semble dompter le taurillon espagnol ; la nonchalance se lit dans sa « période rose ». L'homme s'est adouci, le peintre s'attendrit. Nus, comédiens ambulants, scènes de cirque, arlequins : à l'amertume et à la rancœur succèdent le charme et une certaine grâce désuète ; le dessin est plus souple, plus harmonieux. Séduction et fantaisie. Picasso va-t-il s'enfoncer dans « le mol délice du siècle » ?

Il ne tardera à réagir.

LES TROIS DANSEURS (1925). 1925-1929 : la « période surréaliste ». Comment l'Espagnol hostile à tous les préjugés et à tous les cultes aurait-il pu être indifférent aux apostrophes et au « Manifeste » d'André Breton ? Dans un premier temps, la danse lui sert de prétexte : elle est transe et permet une libération des impulsions. Par la suite, « l'esprit surréaliste » agira sur Picasso comme un stimulant. Songes et apparitions spectrales surgis de l'inconscient peupleront ses figures-symboles et ses « Métamorphoses ». Mais à l'absurde impénitent il préfère le cocasse. Mais aux compositions métaphysico-littéraires d'un Dali il préfère laisser les formes mystérieuses aller en liberté, au fil du pinceau. Période expérimentale.

Les années 1930-1935 verront un lent mais décisif retour vers l'expressionnisme.



GUERNICA (1937). 1936 : la ligne se tord et se gonfle, l'émotion se déchaîne, l'Espagne ne fait qu'un tour dans le sang de Picasso. Jamais dans l'histoire de la peinture occidentale scènes de carnage et tragédies vécues n'avaient été transposées avec autant d'intensité. A la vie palpitante et à la mort immobile de « Guernica », Paul Eluard répond par « Victoire de Guernica » :

«... Hommes réels pour qui le désespoir
Alimente le feu dévorant de l'espoir
Ouvrons ensemble le dernier bourgeon de l'avenir
Parias la mort la terre et la hideur
De nos ennemis ont la couleur
Monotone de notre nuit
Nous en aurons raison. »

Le militant rejoint l'artiste : Picasso est un dans sa diversité.





PORTRAIT DE JACQUELINE R. (1952). 1946 : L'espoir est de retour. Picasso peint « La joie de vivre ».

1948-1965 : Picasso s'installe aux bords de la Méditerranée. Il en ressort les vieilles légendes et les personnages mythiques : centaures, nymphes, etc.

Il illustre chaque jour davantage sa propre profession de foi de 1945 : « Que croyez-vous que soit un artiste ? Un imbécile qui n'a que des yeux s'il est peintre, des oreilles s'il est musicien, ou une lyre à tous les étages du cœur s'il est poète, ou même, s'il est boxeur, seulement des muscles ? Bien au contraire, il est en même temps un être politique, constamment en éveil devant les déchirants, ardents ou doux événements du monde, se façonnant de toute pièce à leur image. Comment serait-il possible de se désintéresser des autres hommes et, en vertu de quelle nonchalance ivoirine, de se détacher d'une vie qu'ils vous apportent si copieusement ? Non, la peinture n'est pas faite pour décorer les appartements. C'est un instrument de guerre offensive et défensive contre l'ennemi. »





LES DEMOISELLES D'AVIGNON (1907). 1907 : violente réaction contre l'académisme souterrain ; à ses amis déconcertés, Picasso montre « Les Demoiselles d'Avignon ». La toile manque d'unité, la couleur est fade, les personnages sont sans relief. Mais les lignes, les angles, l'imbrication des plans annoncent une nouvelle direction : la « période cubiste » est commencée. Brassaï commente : « On sait la controverse suscitée par « Les Demoiselles d'Avignon » : l'influence de l'art nègre y était-elle ou non pour quelque chose ? Picasso a toujours affirmé que la naissance du cubisme ne devait rien aux fétiches noirs, lui-même n'ayant vu de sculpture nègre qu'après l'achèvement de sa toile... »

L'équilibre géométrique du cubisme sous-tendra son travail jusqu'en 1923.

PAUL DESSINANT (1923). 1923 : une année de pause, de parenthèses, une brève « période romantique ». Picasso peint des scènes populaires et des tauromachies à l'accent inhabituel : des effluves de Goya reviennent de-ci de-là. Il redécouvre le fusain et le pastel. Les lignes sinueuses font leur réapparition. Il signe des œuvres au dessin délié, au coloris tendre et discret : « La femme au turban », « L'Arlequin aux mains croisées » et des « Portraits d'enfants » (dont son fils Paul).

Picasso reviendrait-il à un « naturalisme gracieux » ?





R (1969). Avignon 1970 : Exposition Picasso au Palais des Papes.
n Zervos écrit dans la préface du catalogue : « A la différence
art des artistes plus jeunes qui tournent en rond autour d'eux-
de leurs inventions à très courte portée, Picasso, persuadé que
our autant qu'il se propose d'agir en créateur, doit être plus que
tient compte de tout ce qui se trouve à sa proximité. Il est indé-
e la réussite d'une œuvre de qualité requiert l'enracinement de
ans le monde réel, aussi bien que sa détermination de rassembler
tout ce qui le concerne lui et chacun de nous. »
and orage éclate dans la glace à trois faces
es les flammes de la joie de vivre
éclairs de la chaleur animale
s lueurs de la bonne humeur
t le coup de grâce à la maison désorientée
es rideaux de la chambre à coucher
en boule de feu les draps au pied du lit
en souriant devant le monde entier
de l'amour avec tous ses morceaux
morceaux choisis par Picasso
sa maîtresse et ses jambes à son cou
x sur les fesses les mains un peu partout
levés au ciel et les seins sens dessus dessous
corps enlacés échangés caressés
écapité délivré et ravi... »
JACQUES PREVERT
« Lanterne magique de Picasso »)



FEMME EN PLEURS (1939). 1938 : La tempête déchaînée par la guerre d'Espagne n'est pas près de s'apaiser. Picasso peint la série des « Femmes qui pleurent ». Ses « Natures mortes » servent de repoussoir au temps des charniers.

1939 : Dora Maar entre dans sa vie en époque de tourmente ; les portraits qu'il fait d'elle (profil et face dessinés sur la même toile) ne masquent pas ses autres préoccupations, ses inquiétudes et ses souffrances : insupportable, la « Femme nue se coiffant » ; horrifiantes, les « Têtes de femmes »...

1940-1944 : « Peut-être les historiens verront-ils que mon style a changé au cours de la guerre ? ». Picasso le fait de deux manières : il prend définitivement possession du réel en peignant bougies, cafetières, poireaux, poissons et toutes sources de vie ; il met sur les visages de ses obsessions féminines l'angoisse et l'arbitraire qu'il lit autour de lui. Le « Charnier » arrive comme un écho de « Guernica ».

1945 : Deux compagnes nouvelles : la lithographie et la Côte d'Azur.

UN ENFANT AU PINCEAU (Inédit). Picasso est mort le 8 avril 1973 à 11 h 40 à Mougins, dans sa maison de « Notre-Dame-de-Vie » où il vivait depuis 1955 avec Jacqueline, sa femme. La veille au soir il avait pris congé de ses invités en disant : « Maintenant, il faut que je travaille. »

Avignon 1973 : Le 23 mai prochain sera inaugurée une nouvelle exposition Picasso ; 201 tableaux inédits de la période 1970-71-72. René Char écrira la préface.

Paul Puaux, directeur du Festival d'Avignon, a déjà vu les 201 facettes de cette dernière période : « Le sujet principal en est l'homme, comme toujours, des enfants, des mères avec des enfants, mais aussi des instruments de musique, des trompettes et des flûtes, des oiseaux, un paysage...

« La couleur dominante est le bistre, un brun foncé chaud... »



Le livre de la semaine

L'Algérie condamnée à réussir

Coopération ou néo-colonialisme, choix des voies du développement, contradictions entre des structures économiques de type encore libéral et des options socialistes... Questions classiques lorsqu'on évoque les nations du Tiers Monde, mais qui prennent pour nous une résonance toute spéciale lorsque ce pays s'appelle l'Algérie. D'où l'intérêt particulier du livre de Jean Offredo « Algérie : avec ou sans la France ? » *(Editions du Cerf), dont nous publions ici quelques extraits. A partir de quatre dossiers concrets : pétrole, vin, émigration, coopérants, l'étude d'un journaliste compétent — il est rédacteur à la revue « Croissance des jeunes nations » — et socialiste militant.*

« Une politique d'ouverture au Tiers Monde comme la souhaitent de nombreux hommes et de nombreux groupes en France devrait commencer par une politique d'ouverture à l'Algérie. Entre la coopération privilégiée, avec les relents de 1962, et la banalisation des rapports, souhaitée par beaucoup, la place est grande pour la définition de relations équilibrées et raisonnées.

On peut penser, d'ailleurs, que l'opinion publique française n'y est pas défavorable puisque, interrogée sur la nécessité de continuer une politique de coopération avec ce pays, elle répondait favorablement à 51 %.

Mais il faut être conscient qu'une telle politique d'ouverture ne peut se faire sans des changements de structures et de mentalités, ici, chez nous. Sans une remise en cause fondamentale de notre « modèle de civilisation », que nous voulons imposer aux autres alors qu'il n'a plus de valeur chez nous. Comment en effet un système socio-économique fondé sur la règle du profit et la loi de la jungle pourrait-il aider de manière désintéressée d'autres pays dont, en fait, il profite ?

Car il faut qu'une fois pour toutes soit ôtée de l'esprit cette idée que les pays en voie de développement parviendront à se développer — c'est-à-dire à être « comme nous » ! — uniquement grâce à l'« aide » au sens où on l'entend traditionnellement. Tout montre le contraire. Comme l'a bien analysé M. Samir Amin, ces pays s'enfoncent dans le sous-développement parce qu'ils forment la « périphérie » d'un « centre » composé des pays économiquement avancés qui dominent le système des relations internationales.

Pour parvenir à inventer leur propre modèle de civilisation, les pays du Tiers Monde doivent avant tout compter sur eux-mêmes et unir leurs propres forces. Apparemment les débats de la troisième Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), tenue à Santiago du Chili en avril-mai 1972, ne peuvent que renforcer cette position.

Mais ce « centre » dont parle M. Samir Amin se situe dans nos pays. C'est chez nous, et en France aussi, que se trouvent les têtes de ces sociétés qui utilisent les richesses du Tiers Monde. La meilleure façon de s'affirmer réellement solidaires des peuples du Tiers Monde, n'est-elle pas avant tout de lutter ici pour que cela change ? On peut rétorquer que soutenir des Etats peu reconnaissants ou qui utilisent mal notre appui ne sert de rien : mais le propre d'une autre politique serait précisément de choisir ses amis.

Et au nombre de ceux-ci figure l'Algérie. Tout est loin d'être parfait en Algérie. En particulier, on souhaiterait que la participation du peuple à l'élaboration de la décision politique soit renforcée. Sinon l'écran s'épaissira entre le « haut » — c'est-à-dire l'armée, les hommes politiques chargés de définir les grandes orientations du régime, les techniciens du processus d'industrialisation — et la « base », fellahs des campagnes, ouvriers des nouveaux complexes qui se mettent en route, étudiants des universités. Parce qu'il avait ce souci du dialogue et de la transparence, M. Ben Bella garde des partisans qui lui pardonnent sa démagogie verbale.

Un Etat fort, structuré, grand ordonnateur de l'économie n'est pas la condition suffisante du progrès d'un pays ; il faut que le peuple se sente concerné et soit intéressé au développement, car il survient périodiquement des moments où il refuse que l'on pense toujours pour lui. Force est de constater qu'après la décompression normale qui a suivi l'effort de libération, le peuple algérien n'a pas été remobilisé. Et pourtant l'équation personnelle et le prestige de l'actuel chef de l'Etat algérien, qui ont fait oublier les conditions de son arrivée au pouvoir en 1965, pourraient lui faciliter cette tâche.

Mais il n'en reste pas moins que l'Algérie fait un effort prodigieux pour trouver sa propre voie. Elle a un projet de développement à différents niveaux : international, national, régional, local. Rares sont aujourd'hui les pays du Tiers Monde à être dans ce cas. Il s'agit là de la manifestation d'une volonté de décoller que l'on ne peut nier.

A ceux qui, en France, veulent développer un système social fondé sur la solidarité des peuples, il revient d'appuyer cette volonté en refusant de cautionner des politiques réactionnaires et en proposant autre chose que l'amendement de ce qui existe. C'est par exemple ce que souhaite en France le mouvement socialiste. (...)

L'oubli. Vertu majeure, paraît-il, en politique. Mais l'oubli n'est pas toujours facile. Parler de l'Algérie, c'est devoir aussi parler des Français qui ont vécu là-bas, des « pieds noirs » que les aléas de l'histoire ont conduits loin de ce qu'ils considèrent comme leur patrie. Ils ne peuvent pas toujours oublier, et on les comprend, d'autant que des mauvais génies leur avaient fait croire en avril 1961 ou sous le sigle de l'O.a.s. qu'un autre déroulement des événements était possible. Cette erreur-là, par contre, ils doivent l'oublier, et bon nombre de « pieds noirs » l'ont fait qui ont retrouvé le sens du combat pour la justice. Avoir été victime d'une injustice ou en avoir le sentiment n'autorise pas à en faire payer le prix par ceux qui ne sont pas responsables.

Car, paradoxe peut-être, ce ne sont pas les Algériens qui sont responsables du drame « pied noir », mais une politique colonialiste qui a conduit de manière inexorable à ce dénouement. Lutter en effet pour conquérir sa liberté et son indépendance est un devoir envers soi-même et envers l'Histoire. Puissent les « pieds noirs » comprendre enfin de qui ils ont été les vraies victimes !

L'Algérie a entrepris une nouvelle longue marche : celle du développement. Sans lui il n'est certes pas de libération, ni d'indépendance authentiques.

L'Algérie est encore loin de se poser ce problème de riches qu'est celui de la croissance « zéro » et les responsables algériens essaient plus modestement de donner à manger et à espérer à tout un peuple.

Tâche difficile, certes, mais ils sont condamnés à réussir. Le peuple algérien, en effet, a trop souffert dans le passé pour accepter un jour toute nouvelle forme de domination, même parée de nouveaux noms. »

Nixon et l'après-Vietnam

La paix et la guerre se mêlent subtilement dans la péninsule indochinoise. Au Cambodge, malgré l'intervention massive de l'aviation américaine *(voir notre précédent numéro)*, l'offensive des forces du prince Sihanouk a remporté de nets succès qui ont fait de la capitale, Phnom-Penh, une ville assiégée. Au Vietnam du Sud, des combats sporadiques se poursuivent de-ci de-là et les antagonistes s'accusent mutuellement d'être à l'origine des violations du cessez-le-feu.

Il est évident qu'on y aura la gâchette facile tant que la solution politique promise par les accords de Paris ne sera pas réalisée. Et nous sommes loin du compte. Entre le gouvernement de Saïgon et le G.r.p., les désaccords restent profonds, le premier n'ayant pas l'intention de passer la main. Le général Thieu s'est rendu la semaine dernière à Washington pour obtenir des garanties supplémentaires de la part d'un Richard Nixon prudent et d'un Congrès réservé. Cette visite — la première du chef de l'Etat sud-vietnamien sur le sol américain — n'est pas le signe qu'il entend renoncer à la direction des affaires dans son pays.

Confiance soviétique

Cependant, le président Thieu n'a pas eu que des raisons d'être rassuré. Il est parti optimiste : le président Nixon n'avait-il pas donné à Hanoï ce qu'il est convenu d'appeler un avertissement sévère en laissant entendre que le non-respect du cessez-le-feu entraînerait de nouvelles interventions des B 52 sur le territoire du Nord ? C'est pourquoi le chef du gouvernement de Saïgon prévoyait de demander non seulement un concours financier accru — 200 millions de dollars en plus des 480 officiellement accordés — mais encore de nouvelles armes. Or Nixon a été très clair : le peuple sud-vietnamien, a-t-il dit, dispose maintenant de la force nécessaire pour défendre son territoire et pour déterminer son propre avenir. Quant au Congrès, il n'a pas accordé un accueil enthousiaste au représentant d'un régime qui lui est peu sympathique à divers titres, les uns lui reprochant son attitude sur le fond, les autres y voyant une des causes d'un engagement américain néfaste.

Le président Nixon a fait la paix dans l'honneur. Telle est la formule à la mode aux Etats-Unis. Elle explique les bombardements qui continuent au Cambodge, faute d'y avoir trouvé les moyens d'un accord de cessez-le-feu. Elle justifie les gros yeux faits à Hanoï. Mais, au-delà de la formule, il serait osé de croire que l'administration Nixon envisage de se replonger dans un conflit qu'elle a eu tant de mal à terminer. Ne nous rendez pas la tâche impossible, dit-elle en réalité à Hanoï. Et elle a des chances d'y être entendue.

C'est qu'entre Washington, Pékin et Moscou, le dialogue se poursuit sur le ton le plus aimable. Les Etats-Unis et la Chine avaient annoncé, à la fin de février dernier, la création de bureaux de liaison dans leurs capitales, faute de pouvoir nommer des ambassadeurs officiels tant que Washington maintiendra des relations diplomatiques avec Formose. La nomination des responsables de ces bureaux avait donc une très importante signification. Les Etats-Unis ont choisi Donald Bruce, qui fut ambassadeur en France, en Angleterre et en Allemagne fédérale ; la Chine a désigné Huang Chen, ancien ambassadeur à Paris, qui sera assisté du chef du protocole chinois, Han Hsu. Il s'agit bien là de désignations au sommet.

Quant au gouvernement soviétique, il ne manque pas une occasion de renouveler sa confiance à Nixon. On se souvient qu'en pleine reprise des bombardements sur Hanoï, à la fin de l'année dernière, Leonid Brejnev avait tranquillement affirmé qu'il était convaincu de la volonté de paix du gouvernement américain. Alexis Kossyguine vient de commettre à son tour une petite phrase de taille, au cours d'une conférence de presse donnée à l'issue de son voyage officiel en Suède : « Les déclarations faites à plusieurs reprises par le président Nixon montrent l'intention des Etats-Unis d'observer strictement les accords de cessez-le-feu de Paris. » Prononcés huit jours après l'avertissement brutal donné à Hanoï par Nixon, de tels propos ont fait beaucoup réfléchir dans la capitale nord-vietnamienne.

Toute la politique des deux plus grandes puissances est dominée par quelques rendez-vous intérieurs et internationaux. L'U.r.s.s. cherche partout de nouveaux moyens de son développement et Brejnev comme Kossyguine sont devenus de véritables commis voyageurs en gaz naturel et en pétrole, soucieux qu'ils sont de placer leur pays dans la solution de la crise énergétique que risque de connaître le monde capitaliste. Aux Etats-Unis, la lutte est engagée contre la hausse des prix et l'inflation, avec une vigueur qui surprend peut-être Valéry Giscard d'Estaing, hostile à un blocage des prix devant lequel ne recule pas le président Nixon. D'autre part, le Nixon Round est en préparation pour l'automne prochain. Enfin, les travaux préparatoires à la Conférence européenne de sécurité sont suivis avec beaucoup d'attention dans les deux capitales.

Le conflit vietnamien, dans tout cela, n'est pas loin d'être du passé. Bien entendu, il ne s'agit pas à Washington de baisser complètement les bras et de renoncer à un droit de regard sur ce qui se passe dans la péninsule. Mais sans avoir à faire plus qu'à maintenir l'édifice construit au cours des pourparlers de Paris.

CLAUDE FUZIER

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

Gaz de France - Obligations 5 % 1961

Les intérêts courus du 25 avril 1972 au 24 avril 1973 sur les obligations Gaz de France 5 % 1961 seront payables à partir du 25 avril 1973, à raison de F. 10,00 par titre de 200 F nominal contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,20 F (montant global : 11,20 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 1,60 F, soit un net de 8,40 F.

A compter de la même date, 53 700 obligations comprises dans les séries des numéros 91.061 à 111.763, 260.615 à 303.457 et 850.668 à 858.829, sortis au tirage du 21 février 1973, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 225,00 F, coupon n° 13 au 25 avril 1974 attaché.

(Communiqué)

La filière asiatique

De notre envoyée spéciale

Un dédale de rues étroites, crasseuses, quelques acres sordides de bidonvilles interdits, où rôde une population furtive et déguenillée : à deux pas de l'aéroport de Kay Tak, l'enclave chinoise de Kowloon City jette une tache noire au cœur de Hong-Kong l'affairiste. Placée sous le contrôle nominal de Pékin, cette cité des gueux interdite à la police anglaise est l'asile de tous les parias, le refuge de toutes les mauvaises consciences, et surtout le paradis des drogués et de la drogue, de toutes les drogues, dans une colonie elle-même bâtie sur l'opium et qui lui doit ses premières fortunes.

Centre névralgique du trafic international des stupéfiants, Hong-Kong abrite, si l'on en croit les statistiques officielles, 80 000 drogués : 10 000 à l'opium, 70 000 à l'héroïne ; un habitant sur cinquante, pour une population de 4 millions d'âmes.

Il y a plus d'un siècle, les autorités britanniques ont inondé la Chine d'opium ; les voici à leur tour victimes du commerce qui fit la fortune des marchands anglais. L'opium-boomerang s'est retourné contre son adversaire et, malgré les accusations de la C.i.a., volontiers reprises par la presse occidentale et même soviétique, on sait que, depuis la révolution, la Chine ne cultive plus le pavot qu'à des fins pharmaceutiques.

En réalité, deux grandes régions du monde se partagent la production d'opium : l'une en Turquie et en Iran, l'autre en Extrême-Orient. Sous la pression des Etats-Unis, le gouvernement turc a accepté, en 1967-1968, de réduire sa production. L'autre principal foyer planétaire de culture du pavot en a connu un nouvel essor. Il s'agit du « triangle d'or » ou « triangle fertile », région montagneuse incontrôlée aux confins du Laos, de la Birmanie, de la Thaïlande et du Yunnan, à un millier de kilomètres au nord de Bangkok. Chaque année, un millier de tonnes d'opium en proviennent, qui transitent en majeure partie par Hong-Kong.



La cueillette du pavot.



Une fumerie.

Les princes trafiquants

Dans ces montagnes escarpées, quasi inaccessibles, les paysans des tribus Kens, dont c'est presque la seule ressource, récoltent l'opium, extrait des pavots qu'ils cultivent, et le vendent guère plus cher que le riz de leurs voisins : pour moins de trois francs, on peut se procurer de quoi bourrer vingt pipes. La récolte est vendue aux seigneurs féodaux se partageant le pays, qui se chargent du transport sous bonne escorte.

Des bandes armées rivales, composées de Dacoïts, de Kens, de Shans, de Yunnams, de Hans et de nationalistes chinois, déserteurs de la 93e division du Kuomintang, acheminent l'opium par caravanes — qui peuvent comprendre jusqu'à 400 gardes, 200 porteurs et 200 mules. Un de ces chefs de bandes, le chinois Lo Sing Han, dispose de ses propres raffineries, à la frontière birmano-thaïlandaise. Il y fabrique de la morphine et de l'héroïne n° 4. Les convois représentent souvent des millions de dollars, et les troupes d'escorte sont équipées d'armes modernes, fusils américains M-16, lance-grenades et mortiers.

A l'évidence, Lo et ses pareils disposent de puissantes complicités. Le gouvernement birman se servirait de lui pour combattre les communistes du B.c.p. (Burmese Communist Party), avec lesquels Lo aurait d'ailleurs passé un accord pour poursuivre son trafic sans ennuis...

Derrière tout cela, de gros intérêts sont en jeu. Le même kilo d'opium brut acheté 25 dollars au paysan turc se vendra 22 000 dollars sur le pavé de New York, après diverses transformations. La marge de bénéfice est telle qu'elle permet toutes les corruptions, toutes les protections, bref, l'impunité. Les personnalités gouvernementales au Laos, en Thaïlande, au Vietnam — pour ne parler que de l'Asie du Sud-Est — sont impliquées dans ces transactions.

L'aide de la C.i.a.

Au Laos, le général Ouane Ratikoune, chef d'Etat-major de l'Armée royale, cite lui-même les noms du prince Boun Oum, de la famille Sananikone, certifie l'existence de raffineries ; mais ses accusations, dûment documentées pourtant, se heurtent au mur de la raison d'Etat et des alliances politiques intouchables. Tout juste s'il n'y a pas perdu sa place. Au Vietnam du Sud, sans remonter aux pratiques de Ngo Dinh Nhu et de madame, ou encore du général Ky, on sait que, dans l'entourage immédiat du pré-



sident Thieu, des généraux comme Ngo Dzu s'adonnent au même trafic.

La corruption joue à tous les niveaux. Des avions de l'armée royale servent de relais quand les caravanes atteignent un passage difficile dans le nord-ouest du pays. Air America — la compagnie aérienne de la C.i.a. — Royal Air Laos, Continental Services, prêtent leur concours et déchargent leur fret souvent même sous la protection de la police.

L'opium, la morphine, s'engouffrent dans les ports de l'Asie du Sud-Est : Bangkok, Singapour, Hong-Kong surtout. Port franc et marché privilégié de la drogue, la colonie britannique n'est plus le grand entrepôt d'autrefois, mais elle demeure un centre de contrebande idéal. « Comment retrouver quelques dizaines et même quelques centaines de tonnes de came sur les 25 millions de tonnes de marchandises qui transitent annuellement par Hong-Kong ? soupire un haut fonctionnaire de la Couronne. De la Thaïlande, une grande partie de l'opium et de la morphine — raffinée sur place — voyagent dans des chalutiers thaïs qui jettent leur cargaison sur les îles avoisinantes ou au fond de la mer ; des bateaux de pêche locaux les récupèrent et viennent jeter l'ancre parmi les 11 000 jonques qui frangent les rades de l'île. Il est bien difficile de les passer toutes au peigne fin. Quelquefois, ce sont des cargos qui amènent la drogue, cachée dans des pamplemousses, des sacs à ordures, des tiges de bambou, voire dans l'abdomen des poissons. »

Une fois à quai, l'opium va vers les fumeries de Hong-Kong et de Kowloon, et la morphine vers les laboratoires d'héroïne, installés le plus souvent dans des salles de bain au dernier étage des appartements ou dans les bauges à cochons de certaines fermes des Nouveaux Territoires.

Selon la police, quatre grands « syndicats » se font concurrence pour l'importation de la drogue et son raffinage. Les principaux responsables se tiennent loin de toute manipulation. Leurs noms sont connus, mais, faute de preuves... Et les complicités au sein même de la police chinoise et britannique de l'île ne facilitent pas les coups de filet. Les « descentes » sur les fumeries ramènent le menu fretin des intermédiaires, drogués eux-mêmes, qui en savent peu, et sont renouvelables à volonté.

A cause de la misère

Depuis que la révolution chinoise a interdit l'opium, Hong-Kong a recueilli tous les opiomanes du continent et, parmi eux, les chimistes de Shangaï, spécialistes de la fabrication de l'héroïne. L'opium est au Chinois ce que l'alcool est à l'Européen ; dans la Chine traditionnelle, point d'affaire conclue, point de repas fin terminé sans les délices d'une pipe. En outre, l'opium avait la réputation de soigner des maladies comme la dysenterie ; on recommandait son usage modéré pour calmer les passions. Comment, dès lors, ne pas comprendre l'indulgence de la population à l'égard des drogués ?

Mais, plus que la tradition, c'est l'insoutenable misère de la vie des pauvres à Hong-Kong qui les pousse vers la drogue-refuge. « A cinq, dans une pièce d'une cage à lapin de 15 étages, quand ce n'est pas à ciel ouvert, qui les blâmerait ? » L'opium permet de fuir la promiscuité, d'oublier le présent.

Le centre de rééducation de Tai Lam et des agences bénévoles traitent environ 2 000 drogués par an : le cautère de la bonne conscience, une « vaccine » contre un virus qui se propage dangereusement. On console, on soigne dans le meilleur des cas, mais on élude l'essentiel. La corruption d'une police sous-payée, entre les mains de quelques « intouchables » sans scrupules et tout-puissants, la méfiance d'une population qui se refuse à collaborer avec une administration coloniale, tout cela ne prouve-t-il pas la nécessité de changements radicaux pour débarrasser Hong-Kong de la drogue ?

Et, au niveau international, une politique concertée. Le président Nixon peut multiplier les professions de foi : tant que les Etats-Unis, pour des raisons politico-militaires, soutiendront des régimes aussi corrompus que ceux du Laos, de la Thaïlande, du Vietnam du Sud, inutile de créer des Bureaux de narcotiques et des centres de réhabilitation symboliques. Ce sont là des mesures démagogiques visant à masquer la réalité des intérêts américains dans cette partie du monde, la réalité de la décomposition sur laquelle s'est bâti un Empire.

ANNE FREDERIC

cinéma 73

AVRIL - N° 175
★
LE CINEMA SOVIETIQUE EN QUESTIONS
★
L'HOMOSEXUALITE A L'ECRAN
★
ENQUETE : UNE SAISON EN PROVINCE
★
LUDWIG : LE CREPUSCULE DES DIEUX
★
En vente partout : 4 F
6, rue Ordener, Paris 18e

La bataille pour la ville

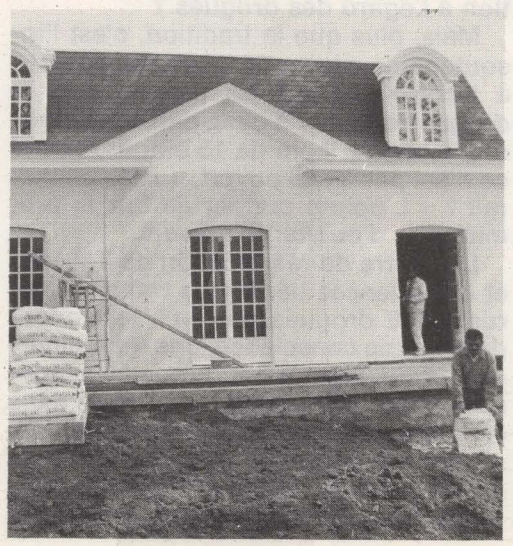
Les absents ont toujours tort. Les morts aussi. C'est ce qui a permis à Olivier Guichard, ministre de l'Equipement, de s'en prendre à la charte d'Athènes sur l'urbanisme — rédigée en 1933 — et à son rédacteur, Le Corbusier. C'est facile. Les habitants des grands ensembles, des villes ou des banlieues n'ont pas lu la charte. Ils ne savent pas que Le Corbusier parlait d'autre chose que des « constructions en hauteur ». Qu'il conseillait que le Pouvoir maîtrise le développement des banlieues, que les transports soient communs, rapides, efficaces. Que les espaces dégagés au sol reviennent à la collectivité sous forme de parcs, de terrains de sport, d'équipements. Que la ségrégation sociale soit évitée. Que les unités de logement comportent tout ce qui est nécessaire à la vie. Que le silence, le soleil, mais aussi l'animation, soient un bien commun et inaliénable. Sa cité, à Marseille, il l'avait appelée « radieuse ». Et, pour ceux qui y vivent, elle l'est. Oubliant de dire tout cela, Guichard a pu taire, également, les raisons qui ont fait de nos villes et de nos banlieues ce qu'elles sont.

C'est ce silence — entre autres — qui permet à Guichard de ne pas dire que si les grands ensembles sont des lieux à dormir, mais pas à vivre, c'est parce que, depuis 40 ans, personne n'a voulu respecter la charte d'Athènes. Et personne n'a voulu le faire pour une raison fort simple : les banques, les promoteurs n'auraient pas gagné assez d'argent. Il n'est que d'examiner ce qui a été fait pour le comprendre. D'un côté, le bourgeonnement, à la périphérie des villes, de banlieues nouvelles, fabriquées à l'économie, sans aucun souci de la vie des gens, en les empilant, en large, en long, en hauteur. Sans prévoir les équipements et en « oubliant » les transports, la culture, la vie. On a fabriqué des cellules plus ou moins confortables et au moindre coût pour y loger tous ceux que l'on chassait des villes.

Dans ces dernières, on construisait un peu mieux — pas beaucoup — mais la spéculation foncière permettait d'éliminer les « cas sociaux », c'est-à-dire le plus grand nombre. Et ceux qui ont pu se payer un logement « intra-muros » n'ont pas pour cela acquis une cellule de meilleure qualité. Ils ont payé l'environnement : transports, commerce, vie. Les premiers ont été déportés ; les seconds, encasernés. Les premiers souffrent de cette ségrégation et de ce qu'elle implique, les seconds commencent à réaliser qu'ils sont tombés dans un piège.

Pourtant l'opération était bien pensée. Tenant compte de la croissance urbaine, de la vétusté du « parc » de logements, des possibilités financières des différentes catégories sociales, elle a fonctionné durant des années, sans problème. Les casernes que l'on construisait — et que l'on construit encore — répondaient, de surcroît, aux tendances de la « civilisation » : la télé, la bagnole, le crédit, le week-end. Et, pour couronner le tout, le super ou l'hyper-marché devenant l'agora, le lieu de rencontre de ces étranges villes. Lieu de profit, aussi. On a calculé que les bénéfices réalisés par le centre commercial à Parly 2 auraient permis aux constructeurs de ce « nouvel art de vivre » d'offrir gratuitement les logements !





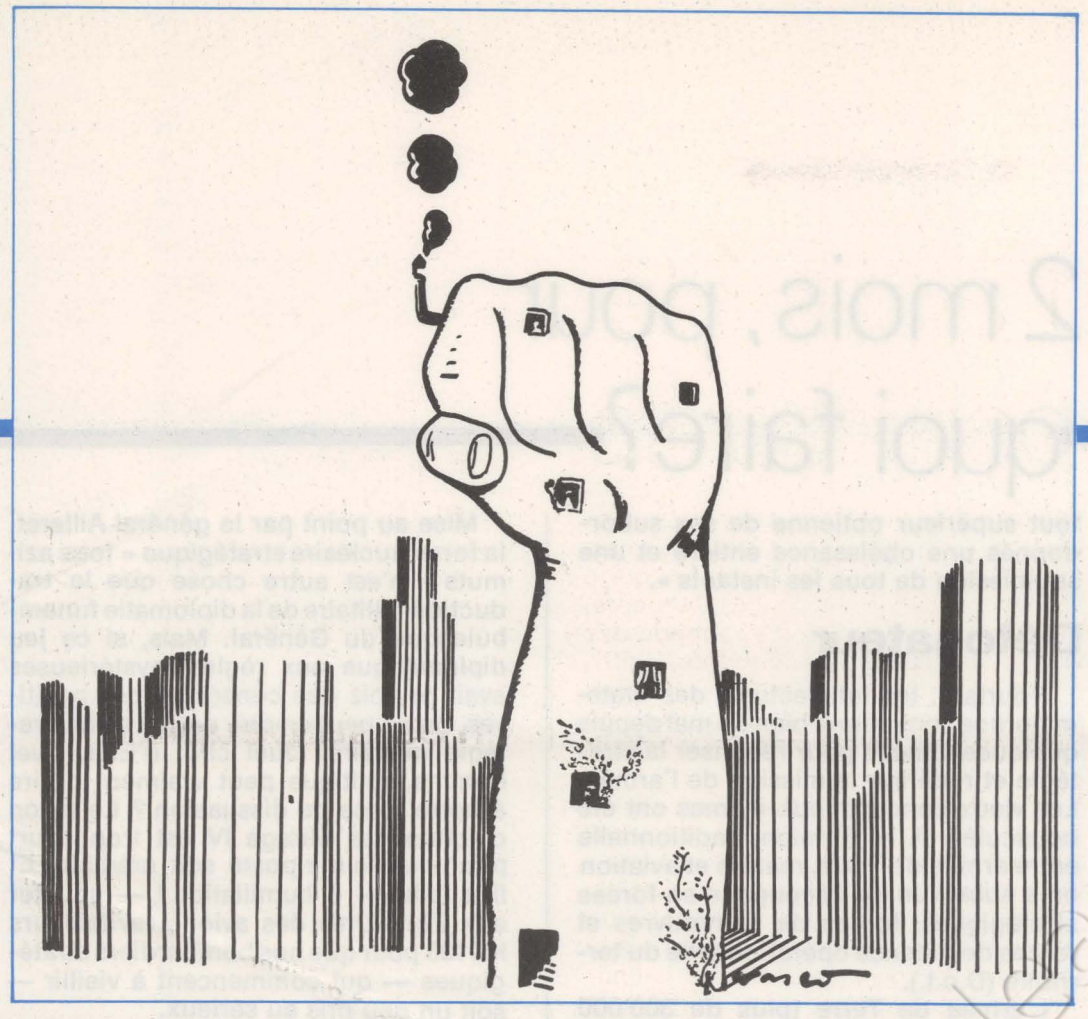
«Très surpeuplé»

L'exemple de Paris montre les mécanismes de l'opération. C'est le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Paris, présenté par le préfet aux élus de la capitale la semaine dernière, qui — sans un soupçon d'humour — démontre, chiffres à l'appui, la réalité du phénomène.

Première carte : l'état de la question, la vétusté, le disparate, le médiocre. 24,5 % des logements datent d'avant 1871 et bon nombre d'entre eux « sont dans un état de délabrement irrémédiable ». Les cabinets d'aisance n'existent que dans 55,8 % des logements. 31,6 % des logements n'ont qu'une pièce ; 33,6 % deux ; la moyenne des pièces par logement est de 2,32 et leur taille est souvent plus petite qu'ailleurs. Un Parisien sur 10 habite un meublé. 10,2 % des habitations abritent 17,2 % de la population : en termes officiels, cela s'appelle « très surpeuplé ». Cela veut dire 4, 5, 6 personnes par pièce, la promiscuité, l'éducation bâclée, les familles qui éclatent. 38,2 % des logements sont « surpeuplés ». Cela veut dire, même en H.l.m., l'allocation logement qui saute, les frères et les sœurs qui en viennent à se haïr, les fugues...

Enfin viennent les constructions neuves : de 1945 à 1970, 206 000 logements ont été construits. Mais où et pour qui ? 31,6 % d'entre eux, construits entre 1954 et 1970, l'ont été dans deux arrondissements, le XVe et le XVIe : noblesse oblige. Dans le même temps, le nombre des logements vacants a plus que doublé : il y en avait 20 000 en 1962, 44 000 en 1968. Et, dans les quartiers « pauvres », les opérations ne sont entreprises que lorsque le rapport numérique entre logements nouveaux et logements anciens est largement positif.

Deuxième carte : l'effet sur la population. Sobrement, le schéma rappelle que les ouvriers, employés et gens de maison — catégories dont le salaire moyen était de 1 000 F en 1967 — représentent 55,2 % de la population active. Et que, « sur les 195 000 logements construits entre 1954 et 1970, la part des logements sociaux n'était que de 24,2 % ». Le ré-



sultat : la population de Paris vieillit et « s'enrichit ». Les classes laborieuses sont expulsées au-delà de la périphérie, dans des banlieues de plus en plus lointaines. Non seulement Paris se dépeuple — 2 590 000 habitants, soit à peine la population de 1896 — mais sa population est différente. Non seulement il y a moins de jeunes qu'ailleurs, plus de vieux et de femmes seules, mais il y a moins d'ouvriers, moins d'employés, moins d'artisans, moins de petits artisans (—7 % en 14 ans). Mais plus de cadres moyens ou supérieurs (+9 % en 14 ans).

Se battre

Les résultats sont multiples. Il n'est que de voir le film « Ville à vendre », projeté au colloque organisé par le Grand Orient de France, pour en mesurer les résultats. Jeunes et retraités de Belleville « relogés » à La Courneuve, perdus dans un univers de béton, sans vie collective, sans l'animation du quartier, sans l'aide ni le bonjour des voisins que l'on connaît depuis longtemps. « Ville à vendre » ne sera certainement pas projeté dans le circuit commercial : c'est de la dynamite.

Mais le schéma directeur de Paris, après avoit dit l'état de la question, fait comme Guichard. Il parle d'autre chose pour conserver l'essentiel : permettre aux promoteurs de faire des bénéfices. De gros bénéfices. Et ceux-ci sont suffisamment importants pour que les investisseurs étrangers se précipitent sur le marché. Les Anglais, par exemple, ont investi, dans la seule région parisienne, 3 à 4 milliards en 1972.

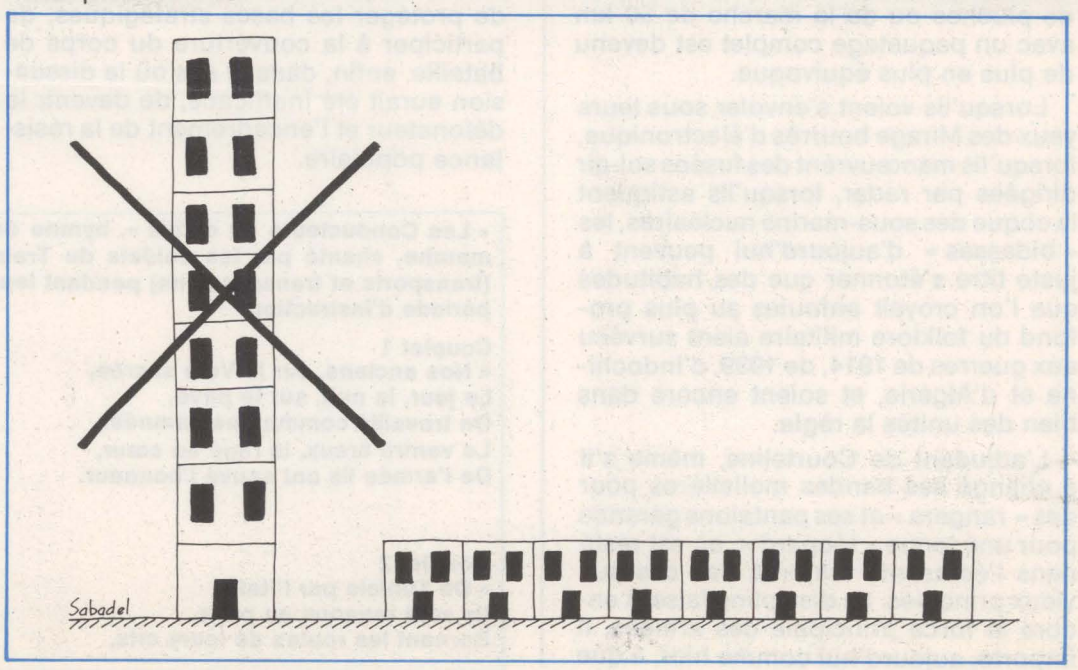
L'unique différence avec la situation des années précédentes — et ceci explique cela — c'est que les personnes solvables sont plus exigeantes, que les personnes défavorisées parquées en banlieue votent mal et qu'il y a des bénéfices à faire dans les immeubles de bureaux. Un seul exemple : la tour Maine-Montparnasse. Elle a coûté — avec les bâtiments annexes — 700 millions de francs, tout compris ; la recette prévue est de 800 millions. Rendement officiel : près de 14 %. Joint à la désaffection des acheteurs pour la banlieue qui fait qu'en 1972 la vente de logements à Paris (16 654) a dépassé de 10 % le record de 1971, alors que les ventes en banlieue (38 707) sont restées à un niveau inférieur, ce « phénomène bureaux » pousse le ministre à dénoncer — mieux : à interdire — les grands ensembles et le préfet à poursuivre la politique des années précédentes.

La réaction des acheteurs contre la banlieue s'explique. Parly 2 est devenue une sorte de « centre de transit » pour cadres : le gigantisme déplaît au petit propriétaire. Il aime bien une adresse personnalisée. Les petites résidences sont plus flatteuses, plus rassurantes. Les banques l'ont compris : elles se sont mises à faire de la rénovation, du curetage et de la petite résidence. On laissera le soin aux collectivités locales entourant Paris de construire pour les « déportés ». En faisant jouer la volonté de non-ségrégation, on les obligera à construire pour ceux qui n'ont pas droit au « social », mais ne peuvent pas pour autant « accéder » aux constructions nobles...

Et Bouygues continuera à dire que, pour lui, « le béton, c'est de la matière grise ». Le ministère continuera à laisser faire n'importe quoi ; le préfet de Paris aussi et c'est pourquoi les élus de l'ensemble de la gauche ont refusé de lui donner acte de sa communication sur le schéma directeur. Les « petits budgets » continueront à être chassés vers des grands ensembles de banlieue, que l'on n'appellera plus « grands ensembles » parce que 4 ou 5 architectes auront mis des enjoliveurs aux façades.

A moins que les habitants des quartiers se groupent, se battent, revendiquent la maîtrise de leur cadre de vie, mettant ainsi en cause le modèle de société actuel. Guichard a beau faire des discours et lâcher de la vapeur : la bataille pour les villes commence.

GUY PERRIMOND



12 mois, pour quoi faire?

Qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas seulement contre la suppression des sursis que manifestent depuis trois semaines les lycéens et les étudiants qui, par dizaines de milliers, défilent dans les rues de Paris et des grandes villes de province. Cette révolte qui exaspère Pompidou et qui fait tonner le légionnaire Messmer, cette mutinerie qui mobilise les matraqueurs de Raymond Marcellin et tourmente les experts du ministère de l'Education nationale, cette fronde qui vide les lycées et emplit les boulevards est une rebellion contre l'armée. C'est-à-dire contre l'uniforme, la caserne, la discipline imbécile, l'humiliation, l'arbitraire, l'abrutissement planifié : tout ce que symbolise le service militaire d'aujourd'hui.

« Service national — service du capital » : ce slogan des lycéens et des étudiants montre que les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus dupes. Qu'ils ne veulent pas défendre une société qui les rejette et qu'ils refusent. Il montre aussi que le vieux mythe de l'armée « formatrice », école de virilité et de sagesse, est bien mort.

Il faut se rendre à l'évidence : les mutations de la société française ont rendus caducs les vieux arguments du « brassage social » et du « complément d'éducation » pour les fils de paysans ou d'ouvriers. Entre 1962 et 1972, la proportion des recrues possédant leur certificat d'études est passée de 36,5 % à près de 60 %. Celle des bacheliers, de 5,7 % à 25,7 %. Et au fil des années le caractère « formateur » de la corvée de pluches ou de la marche de 50 km avec un paquetage complet est devenu de plus en plus équivoque.

Lorsqu'ils voient s'envoler sous leurs yeux des Mirage bourrés d'électronique, lorsqu'ils manœuvrent des fusées sol-air dirigées par radar, lorsqu'ils astiquent la coque des sous-marins nucléaires, les « bidasses » d'aujourd'hui peuvent à juste titre s'étonner que des habitudes que l'on croyait enfouies au plus profond du folklore militaire aient survécu aux guerres de 1914, de 1939, d'Indochine et d'Algérie, et soient encore dans bien des unités la règle.

L'adjudant de Courteline, même s'il a changé ses bandes molletières pour des « rangers » et ses pantalons garance pour une tenue « léopard », en est resté dans l'écrasante majorité des cas aux vieux principes. La discipline faisant encore la force principale des armées, il importe, aujourd'hui comme hier, « que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants ».

Détonateur

Pourtant, les intellectuels des états-majors se sont donné bien du mal depuis quelques années pour repenser la stratégie et redéfinir la mission de l'armée. Les vieux concepts eux-mêmes ont été bousculés. A la division traditionnelle entre armée de Terre, marine et aviation on a substitué un découpage en forces stratégiques, forces de manœuvres et forces de défense opérationnelle du territoire (D.o.t.).

L'armée de Terre (plus de 300 000 hommes) a pour fer de lance les « forces de manœuvres », équipées de matériel très moderne et notamment des chars A.m.x. 30 et A.m.x. 13. Ces forces de manœuvres ont pour mission, en cas de conflit, de « créer un seuil tel que, pour le franchir, tout adversaire doive engager des moyens tellement importants qu'il se désignera indiscutablement devant le monde et devant l'Histoire comme l'agresseur manifeste et sera, du fait même, justifiable de la force nucléaire stratégique ».

La force nucléaire stratégique, ce sont les bombardiers Mirage IV, les sous-marins nucléaires de la génération du Redoutable, porteurs de missiles mer-sol, et les gros missiles S.s.b.s., enterrés dans les silos bétonnés du plateau d'Albion, en Haute-Provence. Quant aux forces de la D.o.t., elles sont chargées de protéger les bases stratégiques, de participer à la couverture du corps de bataille, enfin, dans le cas où la dissuasion aurait été inefficace, de devenir le détonateur et l'encadrement de la résistance populaire.

Mise au point par le général Ailleret, la force nucléaire stratégique « tous azimuts » n'est autre chose que la traduction militaire de la diplomatie funambulesque du Général. Mais, si ce jeu diplomatique aux règles mystérieuses avait parfois des conséquences positives, on ne peut en dire autant de la stratégie militaire. Quel chef d'Etat, quel homme politique peut vraiment croire à notre force de dissuasion ? Le rayon d'action des Mirage IV est trop court pour que leur riposte soit crédible. Et il a fallu — ô humiliation ! — acheter aux Etats-Unis des avions ravitailleurs KC135 pour que nos bombardiers stratégiques — qui commencent à vieillir — soit un peu pris au sérieux.

Le vecteur maritime de la force de dissuasion semble lui aussi bien fragile : le Redoutable premier sous-marin nucléaire stratégique, est depuis quelques mois en service. Il sera bientôt rejoint par le Terrible. Deux autres submersibles, le Foudroyant et l'Indomptable, sont en chantier. Un cinquième, le Tonnant, a été commandé. Cinq sous-marins, c'est bien peu face aux meutes américaines et soviétiques qui croisent sous toutes les eaux du globe, armées de fusées mer-sol nucléaires ou thermonucléaires ; même si dans trois ans ils reçoivent comme prévu leur ogive d'un mégatonne (l'équivalent d'un million de tonnes de T.n.t.).

Faute de choisir

Et tout cela ne suffisait pas à Michel Debré. 6 500 millions ont été affectés dans le dernier budget militaire à l'arsenal nucléaire. Une importante proportion de cette dotation sera consacrée à la mise au point définitive et à la construction de l'arme atomique tacti-

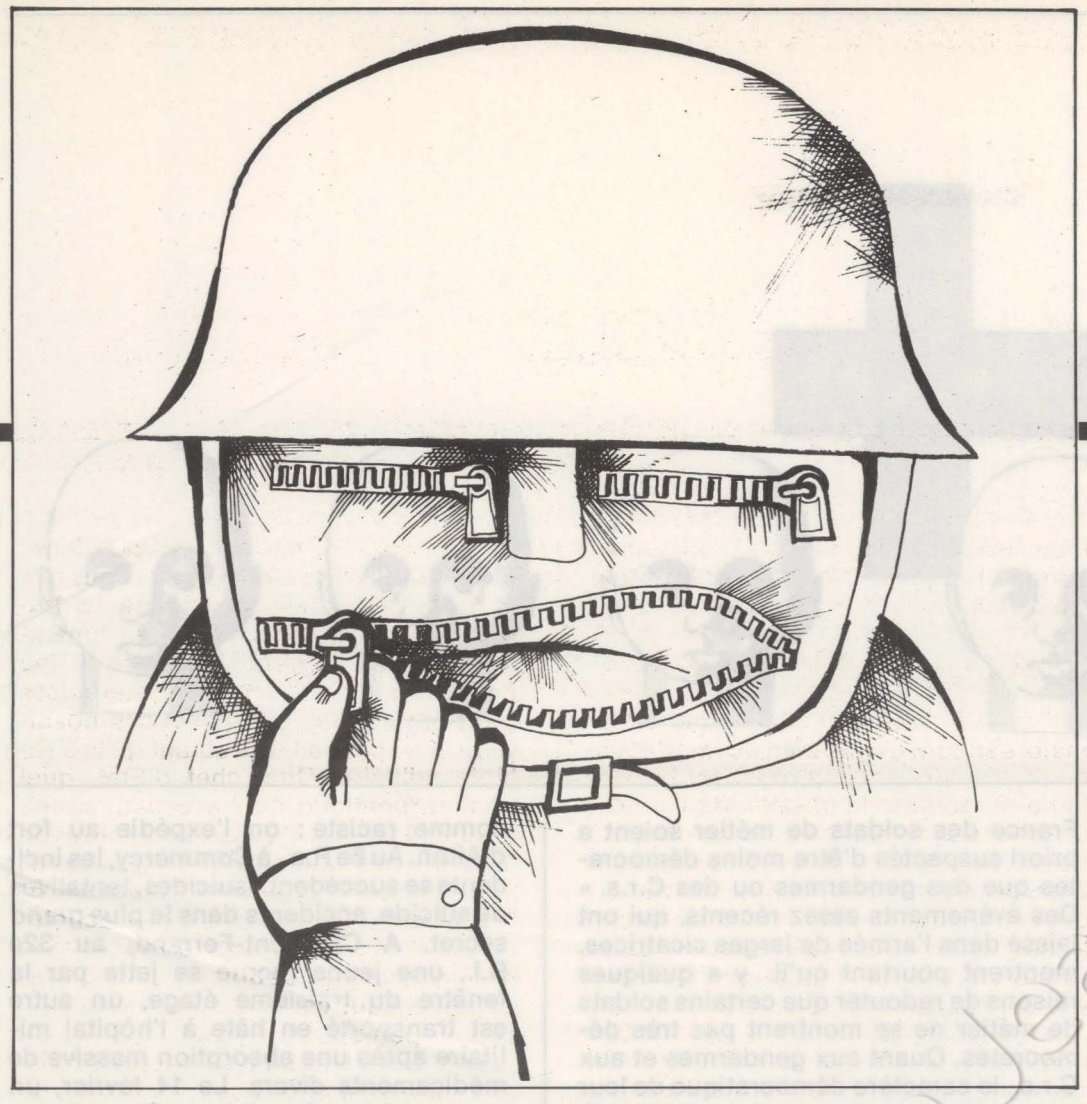
« Les Conducteurs du diable », hymne de marche, chanté par les soldats du Train (transports et transmissions) pendant leur période d'instruction.

Couplet 1
« Nos anciens, sur la Voie sacrée,
Le jour, la nuit, sur le pavé,
On travaillé comme des damnés.
Le ventre creux, la rage au cœur,
De l'armée ils ont sauvé l'honneur.

Couplet 2
« De Tunisie par l'Italie,
Ils sont revenus au pays,
Bornant les routes de leurs cris,
Le ventre creux, la rage au cœur,
De l'armée ils ont sauvé l'honneur.

Couplet 3
« Dans les rizières, dans les djébels,
Toujours présents, toujours fidèles,
Ils ont dévoré les rebelles.
Le ventre creux, la rage au cœur.
De l'armée ils ont sauvé l'honneur.

Refrain
« Conducteurs du diable
Chauffeurs incomparables
Si Satan venait au volant
Il serait jaloux de ses enfants... »



que AN52, qui doit équiper prochainement les avions de combat Jaguar et Mirage III E. Ces avions sont chargés d'intervenir sur des « points sensibles » du champ de bataille. La même charge AN52 sera montée dès l'année prochaine sur les missiles à courte portée Pluton qui équipent certaines unités de l'armée de terre. Conséquence : jamais la progression du budget des Armées n'avait été aussi forte qu'en 1973. Il passe, en effet, de 31 205 millions à 35 000 millions. Et il doit augmenter régulièrement jusqu'en 1975. En 1972 il représentait 17,03 % du Budget de l'Etat et 3,15 % du Produit national brut.

Pour quelle utilité ? Là est la question principale. Cette coûteuse armée sert-elle à quelque chose dans sa forme actuelle ? Est-elle pour notre pays une véritable garantie de paix ? Du temps du général de Gaulle, tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec le principe de la force de frappe étaient considérés comme des « démagogues négligeables ». Mais on savait ce que voulait ce militaire qui avait écrit, en 1934, alors qu'il n'était qu'un officier inconnu, un livre qui s'appelait — déjà — « Vers l'armée de métier ». Aujourd'hui, on ne sait ce que veulent nos stratèges. S'ils croient dans la force nucléaire aérienne, sous-marine, ou aux missiles stratégiques à longue portée. Faute de choisir, ils construisent et développent les trois. Sans oublier de renforcer en même temps l'armée classique...

« Cette politique est incohérente, écrivait dans « le Nouvel Observateur » du 9 avril Gilles Martinet, parce qu'elle repose sur une série d'ambiguïtés. On fait semblant de ne plus être dans le camp américain, mais on y est toujours et le thème préféré des manœuvres demeure la lutte contre la « subversion communiste ». On soutient qu'un grand pays comme le nôtre doit avoir sa propre défense, mais on consacre 3 % du produit national à cette défense contre 8 % aux Etats-Unis et 10 % en U.r.s.s. On évoque la perspective de l'Europe européenne mais on est bien décidé à avoir des forces armées purement françaises. On se déclare assuré de l'efficacité de notre dissuasion atomique, mais on n'en est pas assez persuadé pour supprimer un service militaire obligatoire devenu théoriquement inutile ».

Car c'est un sujet sur lequel tout le monde — pour des raisons différentes, évidemment — est d'accord : le service militaire actuel est absurde. « Le service militaire tombe en ruine, écrivait il y a moins d'un an le spécialiste des questions militaires du « Monde », Jean Planchais. Le pays risque un jour d'assister à l'écroulement brutal d'une institution minée jusque dans ses fondements. » Bien sûr ; la conséquence logique de la suppression du service militaire semble être la constitution d'une armée de métier. La vieille droite militariste la réclame à cor et à cri depuis longtemps. Il y a près de dix ans, Alexandre Sanguinetti déclarait avec le bonheur d'expression qui l'a rendu célèbre : « Le soldat n'est pas un civil déguisé. Il faut choisir entre une armée de métier ou une troupe d'enfants de chœur. »

Cette armée de métier, elle existe déjà dans une certaine mesure. Ce sont des unités composées uniquement de militaires engagés qui sont intervenues au Tchad. Une forte proportion des troupes de choc — légionnaires, parachutistes, infanterie de marine — sont composées d'engagés. Et il ne faut pas oublier la gendarmerie mobile, appelée aussi gendarmerie « rouge » (20 000 hommes équipée d'auto-mitrailleuses et de chars légers), la gendarmerie « blanche » (36 000 hommes) et même, bien qu'elles dépendent du ministère de l'Intérieur et non du ministère des Armées, les C.r.s. (75 000 hommes) et les compagnies de district de la préfecture de police.

Elle existe donc et les missions qu'on lui attribue donnent une idée assez claire du rôle qu'elle pourrait remplir demain. Il est bon, en effet, de ne pas oublier que les unités de gendarmes mobiles sont devenues de véritables forces de répression équipées et organisées pour le combat de rue, il est bon de se souvenir que ces hommes ne sont pas des policiers, mais des soldats. Il est bon de se souvenir enfin que l'armée — c'est

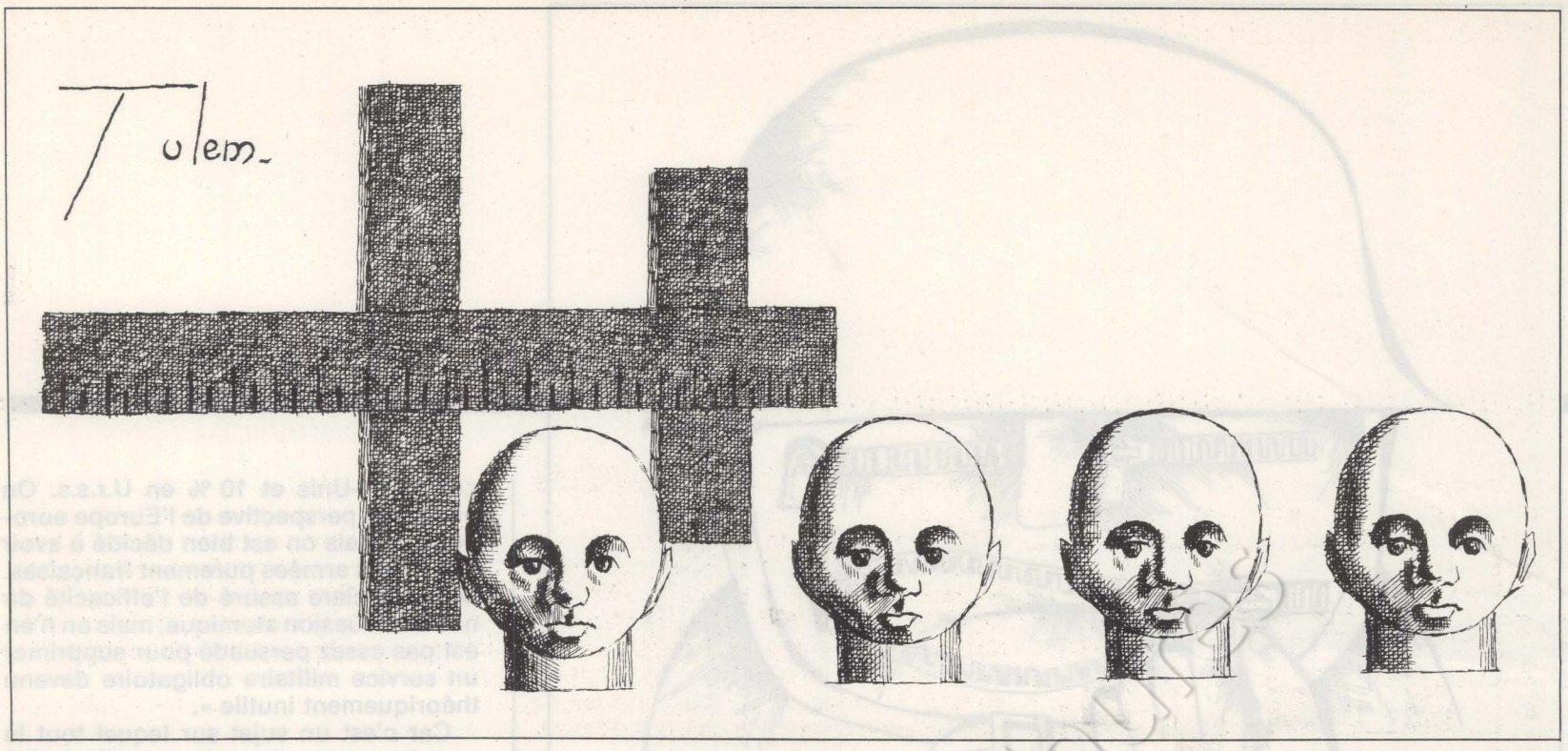
→

Les suggestions socialistes

« Le service militaire ne doit pas pénaliser les jeunes, ni les écarter de la voie qu'ils désirent suivre ». Les socialistes et les radicaux de gauche, dès le 5 avril, ont déposé une proposition de loi dans ce sens à l'Assemblée.

Ce texte propose aux jeunes d'accomplir leurs obligations militaires à la date de leur choix entre 18 et 25 ans (27 ans pour les médecins). Ils choisissent leur date d'incorporation dans les trois mois suivant leur 18e anniversaire, mais peuvent ensuite, à tout moment, renoncer au bénéfice de cette disposition. Dans les trois mois précédant la date de départ choisie, ils peuvent demander un report exceptionnel pour raison professionnelle ou familiale grave, ou pour achever un cycle de formation. Enfin, aucune majoration du temps du service militaire n'est exigée des jeunes ayant bénéficié d'un report d'incorporation.

Ce n'est qu'une première étape vers la réforme d'ensemble du service militaire que socialistes et radicaux de gauche ont mise à l'étude et proposeront prochainement au vote du Parlement. Encore faut-il que le gouvernement et sa majorité en permettent l'inscription à l'ordre du jour, afin qu'elle soit discutée et votée.



aujourd'hui presque une lapalissade — est demeurée le sanctuaire de la droite. Sur 100 officiers interrogés par « le Point » à la veille des élections législatives, 62 s'apprêtaient à voter U.d.r., Républicain indépendant ou C.d.p., 11 « réformateur », 4 seulement socialiste, et aucun communiste ou P.s.u. Le même sondage révélait qu'un officier sur deux est opposé à l'hypothétique création de syndicats d'officiers.

Est-ce alors un simple hasard si Georges Suffert, qui ne nous avait pas habitués à lancer des appels à l'insoumission, vient d'écrire dans « le Point » un article qui annonce : « On peut supprimer le service militaire », entendez : « si on crée une armée de métier » ? « Il n'y a pas, dit-il, de raison bien convaincante d'imaginer qu'à notre époque et en France des soldats de métier soient a priori suspectés d'être moins démocrates que des gendarmes ou des C.r.s. » Des événements assez récents, qui ont laissé dans l'armée de larges cicatrices, montrent pourtant qu'il y a quelques raisons de redouter que certains soldats de métier ne se montrent pas très démocrates. Quant aux gendarmes et aux C.r.s., le caractère démocratique de leur comportement peut parfois donner à penser.

A cette grave question, le programme commun de la gauche apporte quelques réponses : service militaire ramené à six mois, promulgation d'un statut démocratique du soldat, garantie des droits et libertés d'expression, d'association, de pensée et de confession, renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique, arrêt de la fabrication des armements atomiques. Toute orientation vers une armée de métier sera abandonnée.

Des suicides

Le pas à franchir est de taille. La garantie des droits et libertés d'expression, de pensée, d'association, en particulier, est une conquête qui paraîtra singulièrement nécessaire aux soldats d'aujourd'hui. L'arbitraire est toujours de règle sous l'uniforme. Tel colonel mobilise huit appelés pour refaire les peintures de son appartement, le nettoyage de son jardin et le déménagement de ses meubles. Tel autre officier oblige une demi-douzaine de bidasses à déplacer à la pelle une énorme masse de remblai. Le travail dure plusieurs jours, alors qu'un bulldozer, qui aurait accompli la tâche en quelques heures, dort sous un hangar, à deux pas. Dans un régiment stationné en Allemagne, le règlement précise que tout soldat qui se fera porter « consultant » (qui ira à l'infirmerie) ne pourra obtenir de permission à la fin de la semaine. Au 3e R.a., à Carpiquet, dans le Calvados, un jeune soldat antillais refuse une punition qu'il considère comme raciste : on l'expédie au fort d'Aiton. Au 8e R.a., à Commercy, les incidents se succèdent : suicides, tentatives de suicide, accidents dans le plus grand secret. A Clermont-Ferrand, au 32e R.I., une jeune recrue se jette par la fenêtre du troisième étage, un autre est transporté en hâte à l'hôpital militaire après une absorption massive de médicaments divers. Le 14 février, un jeune soldat, Dominique Pigeau, est tué par l'hélice d'un avion au cours de l'exercice « Corrida »... Les exemples abondent de ces jeunes recrues qui s'écroulent au cours d'un exercice un peu trop « réaliste ».

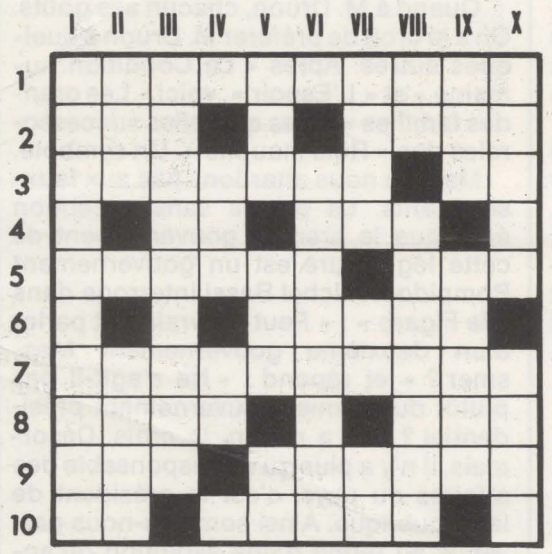
« Le service militaire, tel qu'il est, est une machine à fabriquer des antimilitaristes », disent les experts. L'imbécillité et la sauvagerie des brimades n'ont pas de mesure. « On a l'impression, disent ceux qui viennent de finir leur service, qu'on cherche moins à nous apprendre quelque chose qu'à nous briser, et physiquement et intellectuellement. » Comme si l'armée n'était pas autre chose que l'apprentissage de la chaîne, comme si elle n'était pas autre chose qu'une caricature de la société capitaliste. Mais l'armée restera ce qu'elle est — celle du capital — tant que la société restera ce qu'elle est — celle du profit. C'est cette armée que les jeunes d'aujourd'hui refusent.

Un refus qui va donner bien des problèmes au nouveau ministre, Robert Galley. A peine arrivé rue Saint-Dominique, ce dernier a trouvé sur son bureau le dossier des sursis. Et un autre dossier, celui des essais nucléaires dans le Pacifique. Un dossier épineux. D'autant plus épineux que dans dix jours arrivera à Paris Hugh Watt, Premier ministre adjoint de Nouvelle-Zélande. Il viendra dire, au nom de tous les peuples polynésiens du Pacifique, tout le bien que l'on pense, de l'autre côté de la Terre, des essais nucléaires français à Mururoa...

PIERRE GIRARD

TEMA
PIERRE GUIDONI
HISTOIRE DU NOUVEAU PARTI SOCIALISTE
26F.

Mots croisés



PROBLEME N° 60

EN DIAGONALE :
Dans la banlieue de Paris.

HORIZONTALEMENT :

1. Permet de suivre la revue sans se déplacer. — 2. Vieille bête. Liée. — 3. Ne font rien pour que la galerie s'amuse. Ne dure qu'un temps. — 4. Lac pyrénéen. Principe désordonné. — 5. Pas content du tout, le monsieur ! Pour périodes de vaches maigres au Japon. — 6. Elargit. — 7. Introdûisaient oralement. — 8. Bonne question ! En aluminium. — 9. Coule en Suède. Ornement. — 10. En eau. Sentiment composé d'amour et de respect.

VERTICALEMENT :

1. Vit sur ses réserves. — 2. Une belle fille. Roi de Rome. — 3. Pour étudier dans cette spécialité, il faut avoir du liquide devant soi. — 4. La retraite à soixante ans, pour lui, quel recul ! Soutenu (épelé). — 5. Refusé. Morceau d'Université. Un demi-parisien. — 6. Aurait plutôt tendance à ramper pour mieux lécher les bottes. — 7. Donne des idées. Bradype. Bout du toit. — 8. Devant la qualité. Morceau de Lorraine. — 9. Tut. Très commun. — 10. Gardai. Supprimée.

SOLUTION
DU PROBLEME N° 59

HORIZONTALEMENT : 1. Chatterton. — 2. Outrons. Na. — 3. Léautaud (« le Petit Ami »). — 4. Lélio. Ion. — 5. Osas. Pinte. — 6. NM. Aléas. — 7. Ultérieur. — 8. Eue. Pétrin. — 9. Si. Eu. — 10. Trompeuse.

VERTICALEMENT : 1. Colloques (!). — 2. Huées. Luit. — 3. Atalante. — 4. Truisme. Lô. — 5. Toto. R.P. — 6. E.n.a. Paie. — 7. RSU (Rus). Ilette. — 8. Dîneur. — 9. On. Otaries. — 10. Naines. Nue.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et
Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

Ma part de vérité

Le gouvernement Pompidou

MARDI 10 AVRIL

Enfin le renouveau ! Ici M. Edgar Faure et là M. Messmer. (1) Pourtant, il y a des changements dans ce gouvernement qui nous est présenté aujourd'hui, des changements qui vont plus loin qu'il n'y paraît à courte vue. Cinq ministres seulement, cinq sur vingt et un, qui entrent pour la première fois au conseil du gouvernement, c'est trop peu. Mais l'arrivée de deux d'entre eux a une signification politique qu'on ne doit pas mésestimer. Je veux parler de M. Jobert et de M. Poniatowski.

M. Jobert au ministère des Affaires étrangères, il faut l'avouer, c'est une surprise. Surtout pour M. Giscard d'Estaing. On ne sait jamais où s'arrêtent ces carrières commencées dans le sérail du cabinet présidentiel ! M. Chaban-Delmas écarté, M. Edgar Faure neutralisé — et ce n'est pas si facile ! — le président de la République place soudain au devant de la scène un homme dont on peut penser qu'il se conformera le jour venu aux instructions reçues. Par exemple, en barrant la route de l'Hôtel Matignon à d'éventuels successeurs trop pressés. Bref, puisque l'année 1976 et l'élection présidentielle ont pris un tour obsessionnel dans les rangs de la majorité et, semble-t-il, dans l'esprit du président de la République, saluons comme il convient cette promotion prometteuse.

Si l'avènement de M. Poniatowski au ministère des Affaires sociales et la détention par les Républicains indépendants des ministères de l'Economie et des Finances, de l'Intérieur et de l'Information montrent bien que la droite classique, celle des salons, des visites de château, des grandes écoles et des grandes affaires, l'emporte désormais sur son compagnon d'occasion, je veux dire le gaullisme, ils ne prouvent rien de plus. Il est clair que M. Pompidou ne laissera à personne qui n'aurait pas sa bénédiction le soin de gérer l'héritage qui portera sa marque à lui et pas une autre.

Par comparaison avec ces intrigues de cour, quel souci épargné à l'opposition, qui, elle, n'a de comptes à rendre qu'aux Français !

M. Poniatowski me pardonnera si j'ajoute que son entrée au gouvernement est d'autant plus notable qu'elle s'accompagne du départ de M. Michel Debré et de l'effacement de l'U.d.r. Cela n'étonnera que ceux qui n'ont pas lu son livre « Cartes sur table » où il est écrit de l'U.d.r. qu'elle a, je cite, « une mentalité bonapartiste et monarchique », et de M. Michel Debré que, pour l'auteur d'abord séduit — je cite encore — « le temps d'assister à quelques pirouettes et à de larmoyants remords, c'était fini », ou bien que M. Debré — je cite toujours — « avait sur le plan politique une singulière vocation pour l'erreur ». En optant pour M. Poniatowski contre M. Debré, M. Pompidou donne à ce jugement une caution qui jette un trait final sur l'aventure gaulliste et une vive lueur sur les rivalités qui déchireront avant peu les vainqueurs divisés, les vainqueurs humiliés de la journée du 11 mars.

Je n'offenserai pas MM. Druon, Stasi et Royer si j'associe, sans insister, leur nom aux événements qui se préparent. Je dirai cependant à M. Stasi qu'il peut, s'il le veut, marquer de façon bienfaisante son passage aux Départements et territoires d'outre-mer, si l'on en finit une fois pour toutes avec cette hypocrisie qui consiste à pratiquer partout une politique qui se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sauf là où ce droit dépend de nous. A l'exception de ceux qui en profitent, qui n'éprouve la nausée devant les pressions, devant les truquages qui empêchent nos concitoyens lointains de s'exprimer librement, et cela à seule fin de garder en l'état une réserve giboyeuse pour safaris électoraux ?

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

A M. Royer, je dirai que, pour défendre la cause des commerçants et artisans et les arracher au dragon qui loge rue de Rivoli, il aura grand besoin de cette sombre ardeur qui l'habite en d'autres circonstances.

Quand à M. Druon, chacun ses goûts. On a le droit de préférer M. Druon à quelques autres. Après « La Condition humaine » et « L'Espoir », voici « Les grandes familles » et les querelles successorales des « Rois maudits ». Un symbole.

Mais ne nous attardons pas aux faux-semblants. La presse sans exception écrit que le premier gouvernement de cette législature est un gouvernement Pompidou. Michel Bassi interroge dans « le Figaro » : « Peut-on vraiment parler d'un deuxième gouvernement Messmer ? » et répond : « Ne s'agit-il pas plutôt du premier gouvernement présidentiel ? ». Il a raison, je crois. Désormais, il n'y a plus qu'un responsable des affaires du pays, c'est le président de la République. Ainsi sommes-nous parvenus au terme d'une évolution qu'annonçaient à la fois la pratique constitutionnelle et ces mille petits signes accumulés qui révélaient depuis trois ans la patiente volonté du chef de l'Etat d'être enfin seul devant l'Histoire.

---

(1) Ce texte est celui de la première partie du discours prononcé par François Mitterrand, mardi, à l'Assemblée nationale.

